

Persée

<http://www.persee.fr>

L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: les participants du contre-sommet du G8 d'Evian

Olivier Fillieule;Philippe Blanchard;Eric Agrikoliansky;Marko Bandler;Florence Passy;Isabelle Sommier

Politix, Année 2004, Volume 17, Numéro 68

p. 13 - 48

[Voir l'article en ligne](#)

altermondialisme en réseaux Trajectoires militantes multipositionnalité et formes de engagement les participants du contre-sommet du G8 Evian Olivier FILLIEULE Philippe BLANCHARD Eric AGRIKOLIANSKY Marko BANDLER Florence PASSY Isabelle SOMMIER partir un traitement des multiappartenances déclarées par 2280 militants interviewés lors du contre sommet du G8 les auteurs reconstruisent la nébuleuse des organisations parties prenantes dans événement Ces multiappartenances rendent compte la fois des alignements entre organisations et des affiliations des individus qui circulent entre ces organisations Une classification ascendante hiérarchique permet ébaucher un champ multiorganiyatioiutel süüciüré en cinq pôles de tailles variables qui témoignent de hétérogénéité des groupes engagés Les militants les plus multi-engages les plus actifs politiquement et les plus expérimentés en matière de mobilisation maintiennent la cohérence de ce réseau Leur contraste avec les primo-engagés novices de altermondialisme laisse entrevoir la diachronie des carrières militantes

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

L'altermondialisme en réseaux

Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian

Olivier FILLIEULE, Philippe BLANCHARD, Eric AGRIKOLIANSKY,
Marko BANDLER, Florence PASSY, Isabelle SOMMIER

« Lorsque nous posséderons encore quelques belles monographies régionales nouvelles – alors mais seulement alors, en groupant leurs données, en les comparant, en les confrontant minutieusement, on pourra reprendre la question d'ensemble, lui faire faire un pas nouveau et décisif. Procéder autrement ce serait partir, muni de deux ou trois idées simples et grosses, pour une sorte de rapide excursion. Ce serait passer, dans la plupart des cas, à côté du particulier, de l'individuel, de l'irrégulier – c'est-à-dire, somme toute, du plus intéressant. »

Lucien Febvre, *La terre et l'évolution humaine*, cité par André Gide
(*Les faux-monnayeurs*, Gallimard, Folio plus, 1997, p. 258).

Du 30 mai au 6 juin 2003, à l'occasion de la tenue du sommet du G8 à Evian, une série de manifestations visant à dénoncer la mondialisation néo-libérale s'est déroulée de part et d'autre de la frontière franco-suisse, à Annemasse, Genève et Lausanne¹. Rassemblant plusieurs milliers de personnes venues de nombreux pays, ces événements s'inscrivent dans un cycle transnational de contestation dont la plupart des commentateurs font remonter l'origine aux manifestations de Seattle contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1999, attestant, avant la

1. Ce texte est le fruit d'une collaboration entre chercheurs suisses et français et n'aurait pas été possible sans la libéralité de la fondation Germaine de Staël. Nous remercions également, pour leur soutien financier, l'Institut d'études politiques et internationales et le département Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, le RESOP, le DSPO Genève, le Fonds du 450^e du Canton de Vaud, la Société académique vaudoise. Merci à Alain Clémence, Pierre-Antoine Schorderet et Olivier Voirol pour leur lecture attentive.

réunion du Forum social européen de Paris Saint-Denis, de la vigueur du « mouvement altermondialiste ». Pourtant, le continuum ainsi établi d'un événement à l'autre n'est rien moins qu'évident. D'une part, tout indique que si Seattle acquiert une telle visibilité, c'est là le produit d'un intense travail de mobilisation antérieur, occulté par le succès même de l'événement. D'autre part, et dès lors que l'on dépasse les caractérisations hâtives pour se pencher sur la genèse et la structuration de ces occasions protestataires, l'on est immédiatement confronté à l'évidence que l'émergence de ce mouvement multinational n'a pas connu le même *tempo* ni pris les mêmes chemins selon les contextes nationaux dans lesquels il s'enracine, et que les réseaux d'organisations appelantes, les revendications avancées, les participants enfin, varient d'un moment et d'un lieu à l'autre. Margaret Levi et Gillian Murphy soulignent par exemple que l'organisation des manifestations de Seattle fut surtout redevable de l'activité de groupes activistes étasuniens, constat renforcé par l'enquête de Mark Lichbach et Paul Almeida qui montrent que la plupart des manifestants y étaient Américains ou Canadiens et que beaucoup parmi eux étaient syndicalistes². De leur côté, Donatella della Porta et son équipe (2002, 2004) ont montré la forte composante nationale de la participation au sommet de Gênes en 2001 et au Forum social Européen de Florence, avec, là encore, une présence très significative des organisations politiques classiques³. Enfin, dans son observation de la préparation et du déroulement du sommet de Copenhague en décembre 2002, Mattias Wahlström montre également que la mise en place des manifestations est principalement lié à l'activisme d'organisations danoises, une association *ad hoc*, le *Forum stop Volden* (forum stop la violence), chapeautant les unions syndicales rassemblées autour de *Stop Unionen* (Arrêter l'Europe), le *Folkebevægelsen mod EU* (Mouvement du peuple contre l'Europe) et l'*Initiativet for et andet Europa* (Initiative pour une autre Europe), laquelle regroupait la plupart des organisations d'extrême-gauche comme la fédération anarchiste, *Globale Rødder* (Global roots), le

2. Levi (M.), Murphy (G.), « Coalitions of Contention. The Case of the WTO Protests in Seattle », Papier présenté lors de l'International Sociological Association Meeting, Brisbane, Australie, 2002 et Lichbach (M.), Almeida (P.), *Global Order and Local Resistance: The Neoliberal Institutional Trilemma and the Battle of Seattle*, Riverside, CA, 2001.

3. Andretta (M.), Della Porta (D.), Mosca (L.), Reiter (H.), *Global, nonglobal, new global. La protesta contro il G8 a Genova*, Bari-Rome, Laterza, 2002 ; Della Porta (D.), Mosca (L.), dir., *Globalizzazione e movimenti sociali*. Rome, Manifestolibri, 2003 ; Della Porta (D.), « Multiple Belongings, Flexible Identities and the Construction of "Another Politics": Between the European Social Forum and the Local Social Fora », in Della Porta (D.), Tarrow (S.), eds, *Transnational Movement and Global Activism*, Lanham Md, Rowman and Littlefield, 2004.

Enhedslisten (Alliance vert-rouge danoise), en même temps que la section nationale d'ATTAC⁴.

Ces remarques indiquent clairement qu'il vaut mieux ne pas prendre pour argent comptant l'existence d'un mouvement altermondialiste transnational. Comme le souligne Sidney Tarrow à travers son heureuse expression de *rooted cosmopolitans*⁵, il s'agit plutôt de comprendre comment, dans des contextes nationaux donnés marqués par un certain état des luttes politiques et de structuration du champ militant, le label altermondialiste est revendiqué, comment des activistes ancrés localement parviennent à mobiliser la ressource de l'international à des fins locales ou aussi bien à convertir un capital politique local en ressources utiles à la mobilisation transnationale⁶. Poser la question de cette manière nécessite de montrer, dans une perspective généalogique, comment les mobilisations altermondialistes ont émergé, ici ou là, à la croisée de traditions militantes et de courants idéologiques anciens, qui trouvent visiblement dans ce nouveau combat des espaces de reconversion.

Une réflexion a d'ores et déjà été engagée dans cette direction, à la fois sur le cas français⁷ et dans une perspective élargie sur l'Italie, l'Allemagne, la Suisse et l'Espagne⁸. Ces premières investigations ont permis notamment de

4. Wahlström (M.), « Trust and Performance. Police Communication from an Activist Perspective », Papier présenté à la conférence « Policing Political Protest after Seattle », Fiskebäskskil, 1^{er}-5 mai 2004.

5. Tarrow (S.), « Rooted Cosmopolitans. Transnational Activists in a World of States », Papier présenté à l'Université du Wisconsin, Madison, 2 novembre 2001.

6. Il ne s'agit pas en effet de nier toute dimension effectivement transnationale aux mobilisations dites altermondialistes. Celles-ci se traduisent par des formes de coordination plus ou moins étendues entre groupes militants de différents pays, par l'élaboration d'analyses et de revendications d'envergures internationales. L'on voudrait seulement souligner ici que ce processus d'internationalisation des luttes s'enracine dans le cadre de l'Etat-nation. De ce point de vue, les travaux annonçant l'émergence d'une « société civile transnationale » se situent plus sûrement dans le registre du prophétisme journalistique qu'ils ne ressortent d'une analyse sociologique bien fondée. Cf. par exemple : Smith (J.), Chatfield (C.), Pagnucco (R.), *Transnational social Movements and Global Politics. Solidarity Beyond the State*, New York, Syracuse University Press, 1997 ; Florini (A.), *The Rise of Transnational civil society*, Tokyo et Washington, Japan Center for International Exchange, Carnegie endowment for international peace, 2000 ; O'Brien (R.), Goetz (A.-M.), Scholte (J. A.), Williams (M.), *Contesting Global Governance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

7. Cf. Agrikoliansky (E.), Fillieule (O.), Mayer (N.), dir., *L'altermondialisme en France*, Paris, Flammarion, 2004. Ce livre consacré à la genèse du mouvement altermondialiste français rassemble une partie des communications présentées lors d'un colloque universitaire international qui s'est tenu en décembre 2003 à Paris, à l'initiative du GERMM (Groupe d'études et de recherches sur les mutations du militantisme : <http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/germm.html>).

8. Dans le cadre d'une action concertée incitative (ACI) menée par I. Sommier, E. Agrikoliansky et O. Fillieule et destinée à financer une structure d'échange et de recherche partenariale intitulée : *Les mobilisations contre la « mondialisation néo-libérale »*. *Approches comparées*. Elle

souligner combien la dynamique même des événements peut servir de catalyseur dans la cristallisation d'un discours axé sur l'opposition à la mondialisation néo-libérale, dans la structuration de réseaux militants tant nationaux que transnationaux et dans la constitution d'un potentiel militant formé à la fois de militants chevronnés reconvertis et de nouveaux entrants dans le métier d'activiste⁹. C'est pourquoi il paraît sensé de s'intéresser aussi à la structuration et à la dynamique propre à ces événements que sont les contre-sommets et les forums sociaux, comme moments à proprement parler épiphaniques. C'est ce à quoi l'on s'attachera ici en partant d'une perspective centrée sur les acteurs mobilisés à l'occasion des manifestations d'opposition au G8 d'Evian au printemps 2003. A partir d'une enquête par questionnaires administrée dans le cours même des manifestations et au sein des « villages » (voir encart méthodologique), nous avons tenté d'établir un certain nombre de données relatives à la sociographie des participants à cet événement, à leurs ancrages sociaux et idéologiques et, enfin, à leur insertion militante au sein du réseau des organisations alors mobilisées. L'on défendra ici l'idée qu'une telle approche, si elle ne saurait se suffire à elle-même, permet cependant de lutter efficacement contre les généralisations grossières et les lourdes réifications dont cet objet est chargé aujourd'hui.

Il faut souligner encore que l'étude sociologique de populations « en situation de militance » pose des problèmes spécifiques. En effet, il n'est pas possible ici, comme dans les enquêtes en population générale, de déterminer les facteurs sociaux de l'engagement par des indicateurs comme les appartenances de classe objectives et subjectives, le degré de croyance et de pratique religieuse, les clivages culturels et idéologiques, etc. Sur toutes ces dimensions, l'engagement effectif des individus dans des pratiques militantes, depuis parfois de nombreuses années, interdit de raisonner simplement en termes de déterminations. Ce que l'on mesure à travers les réponses des engagés renvoie en effet autant à une série de traits explicatifs de l'engagement qu'au résultat éventuel d'une socialisation secondaire, parfois puissante, au sein des collectifs militants¹⁰. De ce point de vue, les recherches existantes laissent clairement apparaître comment, pour certains, l'activisme contribue durablement (et notamment après un éventuel

rassemble D. Rucht pour l'Allemagne, D. della Porta et M. Diani pour l'Italie, M. Jimenez pour l'Espagne, F. Passy pour la Suisse et un certain nombre de doctorants de ces différents pays.

9. Sur l'équilibre entre nouveaux et anciens engagements militants dans la nébuleuse altermondialiste, on pourra se référer à : Sommier (I.), *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Flammarion, Paris, 2003, p. 169.

10. Pour une réflexion spécifique sur la « carrière morale » des individus engagés dans un collectif, cf. Fillieule (O.), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 (1), 2001 et Fillieule (O.), dir., *Devenirs militants. Sociologie du désengagement militant*, Paris, Belin, 2005 (à paraître).

désengagement) à modifier le rapport au politique. Aussi bien, puisque l'engagement a un coût, il est probable que ce qu'une enquête mesure des caractéristiques individuelles est aussi en partie le produit de l'investissement militant. C'est tout l'intérêt du travail de McAdam sur le *Freedom summer* qui montre, à la suite de nombreux travaux, à partir d'une comparaison entre un échantillon de personnes engagées dans la campagne et un groupe de personnes qui, finalement, ne s'engagèrent pas, dans quelle mesure l'engagement lui-même eut une influence durable sur la vie des engagés, tant du point de vue du rapport au politique que de la vie affective et professionnelle¹¹. Pour cette raison, chaque fois que cela est possible, il est bon d'établir des comparaisons avec un « groupe de contrôle », sur l'ensemble des dimensions abordées. C'est pourquoi nous avons, lorsque la formulation des questions offrait des similitudes suffisantes, comparé nos données à celles récoltées dans le cadre des enquêtes françaises et suisse de l'European Social Survey¹².

L'analyse du rapport au politique permet de situer une pratique, ici la participation à une mobilisation altermondialiste, dans le champ entier des luttes sociales et politiques auxquelles les individus interrogés sont également susceptibles de participer. Par la mesure des multiappartenances et des pratiques politiques, on pose plusieurs questions : comment d'abord, au niveau des individus mobilisés, l'engagement altermondialiste s'inscrit-il dans les luttes sociales et politiques, contribuant de manière centrale ou périphérique à la définition d'un champ multiorganisationnel¹³ ? Dans quelle mesure ensuite, la participation à ce type de mouvements contribue-t-elle, notamment par cette modification durable du rapport au politique que nous évoquions plus haut, à un élargissement des pratiques politiques, des appartenances de groupes et des solidarités de lutte, autrement dit, peut-on parler d'un effet « surgénérateur » de la militance altermondialiste ? On ne fera ici qu'aborder certaines de ces questions, en testant d'abord, à partir des données sociographiques recueillies, un certain nombre d'hypothèses sur les ancrages sociaux et politiques des participants. L'on s'intéressera ensuite, au niveau des organisations appelantes cette fois, à une cartographie des réseaux

11. McAdam (D.), *Freedom Summer*, New York, Oxford University Press, 1988. L'exemple de *Freedom summer* est aussi pertinent ici en ce qu'il montre bien que la durée de l'engagement joue moins là que l'intensité de l'expérience qu'il constitue. De ce point de vue, même s'il existe un important *turn over* dans les mobilisations altermondialistes, lequel est d'abord redevable au déplacement des lieux de protestations, cela ne suffit pas à postuler un effet négligeable de l'expérience militante sur les caractéristiques sociales et politiques de nos enquêtés.

12. Jowell (R.) and Central Co-ordinating Team, *European Social Survey*, Centre for Comparative Social Surveys, City University, Londres, août 2003. Enquête effectuée en septembre-décembre 2002.

13. Curtis (R. L. Jr.), Zurcher (L. A. Jr.), « Stable Resources of Protest Movements :The Multi-Organisational Field », *Social Forces*, 52 (1), 1973.

militants, avant de terminer par une interrogation sur les militants multipositionnés. Cette dernière conduira à une réflexion sur les modalités de construction des identités collectives à partir d'éléments hétérogènes, interrogation qui nous permettra de conclure sur quelques hypothèses autour des conditions de possibilité de construire du commun et de l'identité collective à partir d'éléments irréductiblement hétérogènes.

L'enquête par questionnaire auprès de manifestant-e-s

Un questionnaire standardisé élaboré en commun par le CRAPUL et le CRPS, puis traduit en plusieurs langues, a été distribué par une équipe d'étudiants et d'enseignants-chercheurs pendant les quatre jours de mobilisation contre la tenue du G8 d'Evian. Plus de 2 000 personnes ont ainsi répondu à l'enquête, avec un très faible taux de refus de répondre. Enquêter dans le cours même d'événements protestataires pose un certain nombre de difficultés qu'il n'est pas possible de développer ici. On se reportera à : Favre (P.), Fillieule (O.), Mayer (N.), « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de science politique*, 47 (1), 1997, pour une discussion des biais et des propositions de solutions sur la base desquelles nous avons fondé notre propre enquête.

Côté suisse, la moitié des questionnaires a été récoltée lors de la manifestation transfrontalière du 1^{er} juin 2003 et pour l'autre sur les villages suisses (Veissy/Bout du monde à Genève, Dorigny et La Bourdonette à Lausanne), tandis que l'équipe française a délaissé la manifestation au profit des participants aux villages et au « Sommet pour un autre monde » organisé à Annemasse. Cette répartition des tâches, assez logique du point de vue pratique, avait l'avantage de couvrir l'ensemble des initiatives prévues pour la mobilisation anti-G8. De surcroît, un certain nombre de questionnaires ont été distribués dans les trains qui véhiculaient des manifestants venus de Suisse allemande et qui rejoignaient Genève, et dans les cars qui les conduisaient de Paris vers Annemasse.

La logique retenue repose donc sur l'idée de la multiplication des sites de passation du questionnaire afin d'assurer la plus vaste couverture possible de manifestants et rendre compte ainsi au mieux de l'hétérogénéité des profils militants. Sans être aléatoire, cette démarche nous assure néanmoins d'une bonne représentativité des personnes engagées dans la contestation, à l'exclusion des groupes notoirement opposés à l'enquête sociologique.

NB : depuis la fin des années 1990, ce type d'enquête s'est multiplié et, pour s'en tenir aux mobilisations altermondialistes, on mentionnera les recherches pionnières de Donatella della Porta et l'enquête menée par Isabelle Sommier et une équipe du CRPS (Paris I) à l'occasion du Forum social européen de Paris Saint-Denis à la fin de 2003 dont les résultats sont rassemblés dans : Agrikoliansky (E.), Sommier (I.), dir., *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute, 2005.

Ancrages sociaux et politiques des participants aux manifestations contre le G8

Le mouvement « antimondialisation », « altermondialisation », « global » ou encore le « mouvement des mouvements », a acquis une certaine naturalité aux yeux des acteurs sociaux, sous l'effet de stratégies militantes de mise en forme symbolique et de constitution d'une cause unifiée, mais aussi du fait de la nécessité pour les commentateurs patentés, journalistes, hommes politiques et responsables de l'ordre public, spécialistes des sciences sociales enfin, de dire la vérité de ces mobilisations récurrentes¹⁴. Au cœur de ces opérations de qualification, se trouve la question de l'identité sociale et politique des individus mobilisés, que le débat s'en tienne à un haut degré de généralité (et l'on parle alors de « société civile mondiale », de « classe ouvrière internationale » ou de « perdants de la mondialisation »), ou qu'il tende plutôt à opérer des distinctions entre groupes, motivations et modes d'action (essentiellement, on le sait, autour d'une mise en opposition entre les violents *Black Blocs* et les autres¹⁵). De tout cela émerge une image plutôt floue de la composition sociographique du mouvement altermondialiste et d'où ressortent le plus souvent les traits suivants, partiellement contradictoires et plus ou moins accentués selon les intérêts en jeu et la position du locuteur : le mouvement rassemblerait des militants venus d'horizons géographiques très variés, signant par là son caractère résolument internationaliste ; s'agissant d'un « nouveau mouvement social » émergeant au moment même ou triomphant le discours sur la crise de la représentation politique et la démocratie représentative, partant sur les transformations des modalités de l'engagement politique¹⁶, il s'ensuivrait logiquement que les militants altermondialistes seraient de nouveaux venus, vierges de toutes affiliations organisationnelles antérieures, dont le profil sociodémographique transcenderait les clivages généralement organisateurs des mobilisations sociopolitiques en termes de classe, de genre et d'âge.

L'efficacité sociale de ce portrait-robot tient sans doute à ce qu'à des titres divers, il a rencontré les intérêts des acteurs en présence, soit que l'on voulût, du côté des entrepreneurs de cause, tirer les profits mobilisateurs du discours de la nouveauté, notamment auprès des plus jeunes, en redécouvrant du même coup les charmes de la rhétorique de la démocratie participative, de l'horizontalité et du rejet de tout leadership, soit que l'on cherchât, du côté des pouvoirs publics et des défenseurs de l'ordre libéral, à

14. Voirol (O.), « Apparition d'une cause politique globale et critique de la "mondialisation". L'Action Mondiale des Peuples », Communication au colloque du GERMM, *Les mobilisations antimondialisation*, Paris, décembre 2003.

15. Cf. dans cette livraison de *Politix* la contribution de F. Dupuis-Deri sur les *Black Blocs*.

16. Cf. Collovald (A.) et al., *L'humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002.

souligner l'absence de structuration idéologique de ce mouvement, la présence massive au sein des mobilisations d'éléments inorganisés, peu politisés et, pour tout dire, anomiques, auxquels se grefferait par ailleurs toute une nébuleuse de micromouvements recherchant la violence pour la violence¹⁷. Il est notable enfin que ces systèmes de qualification rejoignent sur bien des points les hypothèses classiques, souvent monoexplicatives, pour ne pas dire réductrices, avancées dans le but de rendre compte de l'engagement à l'extrême-droite¹⁸, avec une prédilection appuyée pour les raisonnements mettant l'accent sur les mécanismes de transformations socio-économiques produisant incertitudes et processus de déclassement et créant autant de terrains favorables à l'opposition à la globalisation ; type de raisonnement que l'on retrouve chez certains auteurs pour qui la base sociale de l'extrémisme de droite regrouperait les « perdants de la modernisation » ou les « croisés de la société fermée¹⁹ ».

17. Au lecteur incrédule qui serait tenté de nous accuser de noircir le trait pour mieux nous distinguer, on offrira un petit extrait ordinaire de la prose administrative : « Les protestations de masse contre la conférence de l'OMC à Seattle en novembre et en décembre 1999 ont réuni différents groupements mais aussi des individus non organisés et pour certains sans étiquette politique, qui souvent n'ont que peu de connaissances des tâches, des structures et des processus au sein de l'OMC. Ces personnes tiennent la mondialisation pour responsable de tous les maux de la terre : pauvreté, faim, travail des enfants, manipulation génétique, atteintes à l'environnement, restrictions salariales, hégémonie, etc. Parallèlement à ces situations concrètes, elles rendent la mondialisation responsable d'un sentiment général et indéfinissable d'insécurité vis-à-vis des processus politiques, économiques et sociaux, de l'impression d'être victimes d'immixtion et de se retrouver impuissantes. La mondialisation devient donc un bouc émissaire et est considérée comme la cause d'un certain mal de vivre. On peine par ailleurs à comprendre le potentiel de violence dont font actuellement preuve certains jeunes. Souvent, cette violence se manifeste par une folie destructrice, apparemment sans raison, ou par une agressivité extrême à l'égard des personnes. Il en résulte que les événements publics, de quelque nature qu'ils soient, sont de plus en plus souvent marqués par des actes de vandalisme, sans aucune motivation politique ou idéologique. » Office fédéral de la police, Département fédéral de Justice et Police, Service d'analyse et de prévention, « Le potentiel de violence résidant dans le mouvement antimondialisation », Berne, juillet 2001.

18. Si, en effet, dans la littérature sur l'engagement, la militance est bien souvent pensée dans une logique exclusivement politique, laquelle renvoie soit à une explication par les convictions idéologiques ou les mobiles moraux, soit à une logique platement calculatrice, il n'en va pas de même dès lors qu'il s'agit de rendre compte de l'activisme dans des partis d'extrême droite. Dans ces cas, la motivation militante est largement renvoyée à un dysfonctionnement psychologique ou à un système d'attitudes généré par une situation d'anomie. Pour un tour d'horizon de ces explications, cf. par exemple Mayer (N.), *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002 ; Dezé (A.), Fillieule (O.), « Militer à l'extrême droite. Questions de recherche à partir du cas suisse », Communication au colloque *Regards croisés sur l'extrême-droite en Europe aujourd'hui*, Paris, 16-17 septembre 2004.

19. Minkenberg (M.), « La nouvelle droite radicale, ses électeurs et ses milieux partisans : vote protestataire, phénomène xénophobe ou *modernization losers* ? », in Perrineau (P.), dir., *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2001. C'est au nom des mêmes schémas explicatifs que certains commentateurs ont pu caractériser le mouvement social de décembre 1995 de rétraction idéologique et de refus du changement.

Radicalisme de classe moyenne et « rooted cosmopolitans »

Le profil sociographique des participants aux manifestations contre le G8 d'Évian se donne comme un peu moins hétérogène que celui que dessinent les enquêtes antérieures, notamment celles menées par l'équipe de D. della Porta et dont il est fait état dans ce numéro de *Politix*. Certes, la présence des femmes est très significative (40,5 %) et différentes générations coexistent, mais avec tout de même une très nette dominance des plus jeunes puisque 42 % ont moins de 25 ans et 66 % moins de 31 ans. Aussi bien, les participants déclarent des niveaux d'études particulièrement élevés par rapport à la moyenne européenne, puisque 52 % sont allés ou sont encore à l'Université, 16 % seulement ne bénéficiant que d'une formation professionnelle courte ou n'ayant pas fait d'études ; donnée que renforce le fait que 39 % des répondants sont encore en cours d'étude. En termes de structure socioprofessionnelle, il apparaît que parmi les 48 % déclarant occuper un emploi, sont surreprésentés, en comparaison des chiffres en population générale, les cadres et professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires des secteurs public, de la santé et du travail social. Les CSP les plus représentées sont ainsi les professions intellectuelles supérieures (enseignement et recherche, 34 %), les professions scientifiques ou techniques supérieures (12 %), les métiers de la santé et du travail social (6 %) et, plus généralement, les professions intermédiaires du secteur public (professeurs des écoles, instituteurs et assimilés). L'on ne s'étonnera donc pas de trouver par ailleurs au sein de cette population particulièrement dotée en capitaux, un degré fort élevé d'intérêt pour la politique. Ainsi, 54 % des interviewés parlent souvent ou très souvent de politique avec leurs collègues de travail, 65 % dans le cadre familial et 80 % avec leurs amis, et ce sont sans surprise les mieux dotés en ressources sociales qui en parlent le plus, ce qui confirme classiquement le lien entre intérêt pour la politique et compétence²⁰.

Au total, se dégage de ce rapide profil sociographique des manifestants l'image d'un « radicalisme de classe moyenne²¹ » rassemblant en premier lieu des individus hautement éduqués, occupant des emplois très qualifiés, liés plutôt aux métiers du contrôle social (santé, enseignement, travail social) et principalement employés dans le secteur public. De ce point de vue, les manifestants « altermondialistes » rassemblés autour du Léman en juin 2003 ne diffèrent sur aucune dimension du portrait dressé par les études

20. Que ces réponses soient sincères ou éventuellement légèrement surévaluées (volontairement ou non) change peu de chose, car l'intérêt pour la politique et la compétence politique sont en partie des facultés performatives. Sur la compétence politique comme à la fois connaissance et sentiment d'être « autorisé à », cf. Gaxie (D.), *Le cens caché*, Paris, Le Seuil, 1978.

21. Cotgrove (S.), Duff (A.), « Environmentalism, Middle Class Radicalism and Politics », *Sociological review*, 28 (2), 1980.

classiques sur la participation politique qui, depuis maintenant plus de trente ans, soulignent le poids, dans les déterminants de l'engagement politique, des capitaux sociaux et culturels²². On le voit, nous sommes loin là de l'image des perdants de la mondialisation, touchés par la désaffiliation et l'anomie, rongés par le déclassement, la frustration et l'immobilisme.

L'on peut même aller plus loin dans l'inversion de cette image de sens commun si l'on s'intéresse de plus près aux rapports qu'entretiennent *effectivement* les protestataires à l'international, pour constater que c'est sans aucun doute parmi les plus socialisés à l'échelle européenne et internationale que se recrutent les militants de l'altermondialisme. Notons d'abord que, à l'image des enquêtes sur les participants de Seattle, Gênes et Florence mentionnées en introduction, l'essentiel des participants à l'anti G8 d'Evian se déclarent de nationalité suisse (39 %) ou française (38 %), soit près de 80 %, le reste concernant surtout d'autres pays d'Europe, avec un très petit nombre de personnes venues d'outre-Atlantique²³. Se confirme ici la qualification avancée par S. Tarrow de *rooted cosmopolitans*²⁴, catégorie par laquelle il désigne des agents sociaux ancrés dans des réseaux sociaux et des cadres culturels nationaux, mais qui s'engagent dans des activités politiques au sein de réseaux transnationaux d'échanges et de conflits. Il montre ce faisant que l'appétence pour « l'activisme transnational » trouve bien souvent son principe dans la « conscience globale » engendrée par les liens affectifs ou les relations professionnelles tissées avec l'étranger au sein d'un univers familial ou au cours d'une vie.

Une série de questions dans l'enquête permet d'approcher la réalité de ces liens. On constate alors que 40 % des participants aux manifestations déclarent avoir vécu dans un autre pays que dans celui dans lequel ils vivaient au moment de l'enquête, qu'un tiers d'entre eux se déplacent souvent ou de temps en temps à l'étranger et que près de 44 % entretiennent des liens professionnels, familiaux ou amicaux dans d'autres pays que celui

22. Inglehart (R.), *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977 ; Jenkins (J. C.), Wallace (M.), « The Generalized Action Potential of Protest Movements: The New Class, Social Trends, and Political Exclusion Explanations », *Sociological Forum*, 11 (2), 1996 ; Van Aelst (P.), Walgrave (S.), « Who is that (Wo)man in the Street? From the Normalization of Protest to the Normalization of the Protester », *European Journal of Political Research*, 39, 2001 ; Norris (P.), *Democratic Phoenix*, New York, Cambridge University Press, 2002 ; Skocpol (T.), « Voice and Inequality: The Transformation of American Civic Democracy », *American Political Science Association, Perspective on Politics*, 2 (1), 2004.

23. Le questionnaire ne permet pas réellement de dire quelle fut la part, parmi les Français et Suisses présents, des militants réellement locaux de ceux qui durent se déplacer pour protester dans la mesure où seules les personnes vivant dans des villes de plus de 50 000 habitants devaient indiquer leur commune de résidence.

24. Tarrow (S.), « Rooted Cosmopolitans... », art. cité.

où ils vivent. Ajoutons à cela un polyglottisme nettement plus important que dans la population générale (du moins en France) et l'on voit combien la formule de Tarrow paraît fondée. Deux éléments permettent encore de préciser ce portrait. D'une part, il semble que le rapport à l'international qui caractérise ces militants soit plutôt le reflet d'un cosmopolitisme propre à une insertion dans des couches favorisées de la société, contribuant ainsi aux logiques de reproduction des positions, par l'accumulation de capital culturel. Ainsi, si l'on construit un indicateur permettant de classer les individus en fonction de leurs liens avec l'étranger, l'on constate que les « cosmopolites » sont mieux dotés que les autres en capitaux culturels, qu'ils exercent plus souvent des professions supérieures, et qu'ils sont eux-mêmes issus de milieux sociaux favorisés. Le même indicateur, d'autre part, permet de montrer que le degré de cosmopolitisme est positivement corrélé avec le degré d'engagement dans la cause altermondialiste (en termes de responsabilités prises et d'expérience militante antérieure) de même qu'avec, plus généralement, l'intérêt pour la politique et la participation politique conventionnelle (vote, adhésion à des partis et à des syndicats). Force est donc de constater, pour reprendre la conclusion d'un premier traitement des données de l'enquête sur le FSE de Paris, que « le rapport privilégié à l'international n'est pas le fruit d'une position périphérique ou d'une stratégie de compensation des handicaps, mais plutôt, pour le dire vite, le reflet des stratégies d'internationalisation des enfants des classes supérieures qui y voient une nouvelle ressource pour garantir la reproduction du capital parental et valoriser les investissements scolaires (qui offrent par exemple l'opportunité d'apprentissage de langues étrangères ou d'obtenir des stages²⁵ à l'étranger) ».

Ancrages politiques et trajectoires militantes

Du point de vue des orientations politiques, la question classique relative à l'auto-positionnement sur un axe gauche-droite se révèle intéressante, non pas tant pour déterminer la répartition des positionnements, puisque sans surprise plus de 70 % se classent sur les trois degrés les plus à gauche de l'échelle, mais plutôt pour explorer l'ampleur et le sens des refus de se positionner sur cet axe. Les 18 % qui refusent de se placer sur l'échelle manifestent ainsi le rejet d'un mode de classement à leurs yeux périmé, incarné dans un jeu politique qu'ils récuse. Plus souvent que les autres, ils déclarent une absence de sentiment d'appartenance à un courant politique

25. Agrikoliansky (E.), Gobille (B.), « Des élites transnationales ? Militants de l'altermondialisme en Europe », communication pour le colloque « "Société civile organisée" et gouvernance européenne. Formation, recrutement et pratiques des représentants d'intérêts dans l'Union Européenne », GSPE, Strasbourg, 21-23 juin 2004.

spécifique (67 % contre 59 %) et une absence de préférence partisane (56 % contre 47 %). Et lorsqu'ils déclarent l'appartenance à un courant donné, ils choisissent plus que les autres les différents courants anarchistes et libertaires (28 % contre 5 %), ou bien les courants autonome (3,5 % contre 0,7 %), chrétien, féministe ou alternatif. Autant de préférences qui témoignent d'une compétence politique élevée, donc d'un refus motivé du clivage gauche-droite. C'est dans une bien moindre mesure que les refus de se positionner s'expliquent par un désabusement vis-à-vis de la politique ou par la déclaration d'une appartenance générale, un peu floue, au seul mouvement altermondialiste. Ces refus de la bipolarisation politique peuvent être rapprochés des 59 % des interviewés qui ne déclarent pas avoir le sentiment d'appartenir à un courant politique spécifique. Pour eux, le positionnement à gauche se suffit, indépendamment des appareils partisans, ou bien aucune des organisations ne leur apporte pleine satisfaction. Ceux qui ne se sentent pas affiliés politiquement sont plus nombreux chez les femmes, les jeunes, les individus ayant suivi une formation courte, les étudiants et les travailleurs à temps partiel, n'exerçant pas de fonction d'encadrement et employés dans le secteur privé ou libéraux. Ils parlent moins de politique que les autres militants. Ce sont des individus encore peu stabilisés professionnellement et socialement, n'ayant pas encore choisi d'obédience idéologique, ou bien en situation de refus global à l'égard de l'offre politique disponible. Une majorité des personnes interrogées (53 %, pour 50 % et 52 % dans les populations française et suisse respectivement) déclarent cependant une préférence partisane et parmi ceux qui ne se sentent pas d'affiliation politique, ceux qui ne déclarent pas de préférence partisane non plus constituent 21 % des effectifs. Ce sont surtout des hommes, plus âgés que la moyenne, travaillant à plein temps ou chômeurs, n'exerçant pas de fonction d'encadrement. Ce sont ceux qui parlent le moins souvent de politique. Ils apparaissent comme la frange la plus démunie de capital social.

Au-delà des orientations idéologiques des enquêtés, nous avons cherché à savoir si leur participation aux mobilisations contre le G8 d'Evian s'accompagne d'autres modes de participation politique afin de mieux comprendre comment s'articulent les formes d'engagement public et si, surtout, l'engagement altermondialiste se fait dans le cadre de multiappartenances et d'une diversité de pratiques politiques. Sous le terme générique de participation politique, c'est une large palette de pratiques que l'on subsume généralement, au centre desquelles on place le vote. Depuis les enquêtes classiques de l'après-guerre, l'on sait par ailleurs que, du degré le plus faible de la participation qu'est l'inscription sur les listes électorales à la militance partisane, toutes ces activités s'ordonnent selon qu'elles sont plus ou moins pratiquées, et donc plus ou moins impliquantes. L'engagement politique formel minimal est la participation aux scrutins électoraux : les 4/5^e des militants en âge de voter déclarent le faire de manière générale, ce qui dépasse nettement les taux de participation réels à la plupart des élections, à

tous les échelons de pouvoir, ainsi que les déclarations de vote aux dernières élections recensées par l'ESS en France et en Suisse. Si le vote est une activité qui concerne une majorité des citoyens, il n'en va pas de même de la participation à des organisations politiques, qu'elles prennent la forme partisane ou syndicale. Environ 20 % des enquêtés déclarent avoir été ou être encore membres d'un parti. L'engagement partisan concret ne concerne donc qu'une portion congrue de ceux qui par ailleurs se sentent proches d'un courant politique donné, et donc les plus susceptibles de s'encarter (41 %). Il reste que les taux d'adhésion sont là nettement supérieurs à ceux que mentionnent les enquêtes en population générale (2,3 % en France, 8,5 % en Suisse). Il en va de même pour les adhésions syndicales : elles ne concernent que 16 % des participants, contre 7,4 % en France et 12,7 % en Suisse. Les adhérents aux partis et aux syndicats sont plus souvent que la moyenne des hommes, travaillant à plein temps ou retraités, dans la fonction publique. Ils sont aussi plus nombreux à occuper des postes de cadres et sont plus âgés (35 ans contre 28 pour les non adhérents). Une échelle de participation politique traditionnelle qui prend en compte (à parité) l'appartenance à un parti, l'appartenance à un syndicat et le vote permet d'isoler la minorité la plus active (6 % des sondés), composée surtout d'hommes, de cadres, de salariés du public et d'associatifs, souvent retraités ou travaillant à temps partiel, diplômés du second cycle universitaire. A l'inverse, les moins actifs (16 % des sondés) sont plus que la moyenne des hommes, souvent étudiants ou chômeurs, employés dans le privé ou libéraux mais sans fonction d'encadrement, peu diplômés. Ces caractères définissent deux critères de la participation politique dite conventionnelle : la disponibilité, d'une part ; la possession d'une instruction et d'un statut social dont on a vu qu'ils sont corrélés avec la compétence politique, d'autre part. Le degré de participation politique est fortement associé enfin à la fréquence de la discussion politique et au nombre de participations antérieures à des manifestations altermondialistes. Se dessine ici une opposition sur laquelle nous reviendrons entre des militants chevronnés, politiquement compétents, et des participants moins expérimentés, moins compétents politiquement.

Au-delà des formes classiques de la participation, il faut s'intéresser aux pratiques de participation dites directes, lesquelles renvoient dans la littérature à un foisonnement de formes d'actions. Notre questionnaire mobilise pour cela, très classiquement, une question permettant de mesurer le potentiel protestataire des enquêtés à travers à la fois le souvenir des actions menées et de celles que l'on serait éventuellement prêt à mener²⁶ (figure 1). Il est intéressant, d'une part, de se livrer à une comparaison entre

26. Cette question a l'avantage d'être reprise dans la plupart des enquêtes et de pouvoir être « barométrisée ».

nos manifestants et, d'autre part, de voir comment, parmi les interviewés, la pratique de l'action protestataire légale, illégale et violente s'articulent.

Participer...	Oui, je l'ai déjà fait	Non, mais je serais prêt à le faire	Non et je refuse de le faire	Sans réponse
...à une manifestation	92	2	0,7	5
...à la signature d'une pétition	90	3	1,6	5
...à des actions symboliques	74	14	4	8
...à des groupes de réflexion, de discussion	69	20	2	9
...à la distribution de tracts	60	25	5	10
...au boycott de certains produits/magasins/pays	58	25	7	10
...à participer à une grève	52	35	4	9
...à une entrave à la circulation	48	32	9	11
...à participer à l'occupation de bâtiments	32	46	11	11
...à opposer une résistance aux forces de l'ordre	32	35	23	11
...à causer des dommages aux biens	11	18	59	13
...à faire des jeûnes ou des prières	9	15	60	16
...à exercer des pressions physiques sur (une) des personnes	5	9	74	12
...à participer à une grève de la faim	4	39	43	15

Figure 1. La liste suivante contient quelques activités/actions que le citoyen(ne) utilise quelquefois pour protester ou faire valoir ses revendications/intérêts. Pouvez-vous nous dire, pour chacune des activités suivantes, si vous en avez fait usage pour une raison ou une autre ? (N = 2 280)

D'une part, une majorité a déjà pris part aux sept premiers types d'actions sur les quatorze proposées, depuis la participation à une manifestation à la participation à une grève. Nous considérons ces actions comme les moins coûteuses pour les militants, en vertu de la continuité et de la progressivité usuelles de l'échelle de l'engagement contestataire²⁷. Si on ajoute les individus n'y ayant jamais participé mais se déclarant prêts à le faire, alors la majorité est atteinte pour dix des quatorze propositions. Les quatre types d'actions restant sont étrangers aux militants, à la fois dans les faits et dans l'ordre du possible : causer des dommages aux biens, faire des jeûnes ou des prières, exercer des pressions physiques sur des personnes, participer à une grève de la faim. Si l'on s'en tient aux actions que les enquêtés disent avoir déjà effectuées, deux seuils apparaissent : celui de la contrainte physique ou de la violence exercée sur autrui, celui des actions demandant une implication trop contraignante ou

27. Une analyse de fiabilité testant la covariance des réponses à ces variables permet de vérifier l'existence d'une forte homogénéité (alpha de Cronbach supérieur à 0,8).

dangereuse pour soi-même. La majorité n'a pas entravé la circulation, occupé de bâtiments, causé des dommages aux biens, exercé des pressions physiques sur des personnes. Elle n'a pas non plus résisté aux forces de l'ordre, fait des jeûnes ou des prières, participé à une grève de la faim.

La comparaison avec le sondage ESS montre en tout état de cause que les altermondialistes constituent le fer de lance des actions protestataires au sein de la population. Parmi celle-ci, seulement 11 % en France et 9 % en Suisse ont déjà porté un badge de campagne électorale, 34 % et 40 % ont déjà signé une pétition, 17 % et 8 % ont déjà participé à une manifestation légale, 26 % et 33 % ont déjà participé à un boycott et 2,3 % et 1,6 % ont pris part à une action illégale. Par ailleurs, les deux tiers des militants ont déjà participé à une précédente mobilisation contre la mondialisation, et 82 % aux manifestations contre la guerre en Irak. Il s'agit donc d'individus aguerris, au moins en ce qui concerne les modes d'action non violents, et forts d'une expérience contestataire partagée. Cette expérience contribue probablement à cimenter le sentiment d'appartenance à un mouvement cohérent²⁸.

Un indicateur de potentiel protestataire des militants est calculé en cumulant les réponses aux quatorze items du tableau 1. Si l'on additionne ensuite le nombre de réponses positives aux items de l'échelle pour chaque individu, on parvient à une note d'échelle²⁹. Seule une minorité des enquêtés ne participe que peu ou beaucoup³⁰ (figure 2).

28. I. Sommier voit dans la diversité des modes d'action un facteur d'homogénéisation de la mouvance altermondialiste : « Qu'il y ait, entre les différentes organisations, une sorte de partage des rôles dans le répertoire d'actions, ou que la majorité d'entre elles utilisent tous les registres, le mélange étroit d'activisme, souvent d'inspiration non violente, quoique favorable à l'action directe, et d'expertise est aujourd'hui une des clefs de la réussite », in *Le renouveau des mouvements contestataires...*, op. cit., p. 195.

29. Un coefficient 2 est attribué aux participations effectives, un coefficient 1 aux participations non effectives par le passé mais possibles à l'avenir. L'échelle va de 0, pour les individus n'ayant jamais participé à aucune des actions et se les refusant toutes, à 28, pour les individus ayant déjà participé à toutes. On le sait, ce type de méthode inspirée des travaux behavioristes et à laquelle la sociologie électorale recourt systématiquement pose un certain nombre de problèmes. Dresser une liste d'activités politiques ordonnées entre elles par la fréquence de leur usage laisse d'abord de côté la question de ce qui constitue une activité politique. Un point de vue normatif préside en effet à la sélection d'activités qui toutes font généralement référence à la politique telle que l'entendent les politiques eux-mêmes. Aussi bien, il faudrait tenir compte de ce que la perception de ce qui est politique (et donc les formes de l'intérêt pour la politique comme la nature des activités politiques) peut varier selon les groupes sociaux. Il reste que, dans cette enquête, le problème se pose moins que dans une enquête en population générale étant donné, d'une part, que les enquêtés répondent « en situation de performance protestataire » et, d'autre part, leur relative homogénéité en termes de position sociale.

30. Les 76 potentiels protestataires nuls renvoient pour partie à des militants sans aucune expérience de la contestation, ni aucun souhait d'en acquérir une, mais aussi pour partie à d'autres n'ayant pas répondu à la question par oubli, refus ou autre motif.

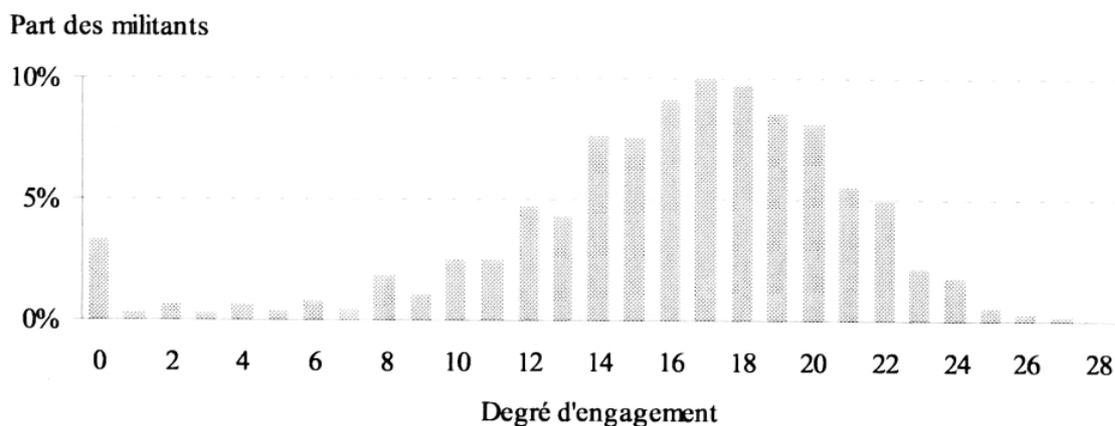


Figure 2. *Distribution des degrés d'engagement des militants altermondialistes*
(N = 2 280)

Le quatrième quartile, le plus protestataire, est largement composé d'associatifs, de travailleurs à temps partiel, d'hommes, de sans diplôme et de diplômés du supérieur. Il s'oppose à un premier quartile fait d'hommes plutôt âgés, travaillant à temps plein, occupant des emplois privés, libéraux ou retraités, exerçant très souvent une fonction de cadre et peu diplômés. Les caractères sont similaires si on n'établit le potentiel protestataire que sur la base des actions auxquelles les militants ont réellement pris part, si ce n'est que les plus protestataires sont plus fréquemment cadres et les moins protestataires ne sont pas plus âgés que les autres. Le potentiel protestataire est clairement corrélé avec l'intérêt pour la politique (fréquence des discussions politiques) et avec la participation conventionnelle (carte de parti ou de syndicat et vote). Parmi les protestataires, ce sont donc ceux qui disposent des compétences politiques traditionnelles qui sont le plus disposés et le plus aptes à s'exprimer. Ce sont également eux qui dirigent le mouvement, puisque les organisateurs de mobilisations altermondialistes se recrutent parmi eux. Nous y reviendrons.

Champ d'alliance et multipositionnalité militante

Si la question de la définition de ce qu'est un mouvement social ne va jamais de soi³¹, cela est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit de qualifier les groupes mobilisés autour de l'opposition à la mondialisation néo-libérale, tant les configurations d'acteurs s'avèrent changeantes en fonction de leurs

31. Cf. par exemple Chazel (F.), « Les mouvements sociaux », in Boudon (R.), dir., *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992 ou Fillieule (O.), *Stratégies de la rue*, Paris, Presses de Sciences po, 1997, chap. 1.

contextes d'actualisation, mais aussi en raison du caractère relativement émergent de la cause. D'où l'idée, exposée en introduction à ce texte, de partir de l'observation des événements eux-mêmes pour atteindre une description fine de l'état des forces en présence à un moment donné du temps. Dans cette perspective, le concept de champ multiorganisationnel proposé naguère par Russel Curtis et Louis Zurcher se révèle utile pour penser les réseaux d'alliances noués à l'occasion de chaque événement protestataire³². Par champ multiorganisationnel, ces auteurs entendent désigner le nombre total d'organisations alliées autour de la défense d'une cause. Mais surtout, ils suggèrent que l'observation de ce champ comprend à la fois, pour reprendre leurs termes, une série d'« alignements » (soit des liens entre organisations marqués par des activités communes, des relations entre dirigeants, des alliances formelles, des bassins communs de recrutement, des cibles identiques, etc.) et des formes d'« affiliation » (soit, au niveau des individus, les multiappartenances ou la circulation des militants d'une organisation à une autre qui favorisent le rapprochement des organisations mais en sont également le produit). La notion de champ multiorganisationnel convient donc parfaitement pour rendre compte du travail politique réalisé par des configurations changeantes d'acteurs dont le point commun est de lutter pour la défense d'objectifs dont il faut préciser par ailleurs qu'ils ne sont pas forcément homogènes.

L'enquête utilisée ici ne permet pas de caractériser directement le réseau des personnes engagées, puisque nous ne disposons pas de variable recensant les relations interindividuelles. C'est donc à partir de la description des liens qui unissent les interviewés aux organisations qu'il nous est possible de proposer une exploration des logiques d'affiliation individuelles aux organisations pouvant déboucher sur une cartographie du champ multiorganisationnel mobilisé à l'occasion du G8 d'Evian. Cette analyse faisant apparaître des degrés d'engagements multiples très contrastés, nous proposerons pour finir une interprétation des logiques de la multipositionnalité.

Logiques d'affiliation et champ multiorganisationnel

Plusieurs questions du sondage permettent d'explorer les circonstances du regroupement des militants pour le contre-sommet. Elles contredisent l'idée d'individus isolés, sans organisation, décidant de participer au dernier moment, interprétation toujours en vogue dans la conception policière et administrative de la foule. Les militants ne sont que 13 % à venir au contre-sommet seuls, 58 % étant accompagnés d'amis proches et 23 % y étant présents au sein d'un groupe. Cet aspect collectif de leur présence est

32. Curtis (R. L. Jr.), Zurcher (L. A. Jr.), « Stable Resources... », art cité.

confirmé par leur motivation et par leur entourage. Si 23 % déclarent avoir été incités à venir à Evian par leurs convictions (12 % de manière exclusive) et 26 % par les médias, des affiches ou des tracts (0,9 % de manière exclusive), 33 % se disent l'avoir été par une organisation à laquelle ils appartiennent ou non, 46 % par des amis, des collègues, des parents ou des connaissances. Il ne s'agit donc pas d'une démarche isolée, individuelle, mais en interaction avec d'autres personnes aptes à informer et motiver leur démarche. Corrélativement, si l'entourage de 47 % des militants n'est pas du tout ou plutôt pas engagé dans le mouvement altermondialiste, il est plutôt engagé pour 36 % d'entre eux, et très engagé pour 12 %. Ces résultats n'ont rien d'étonnant et viennent confirmer ce que l'on sait par ailleurs du poids des sociabilités dans la détermination des engagements militants³³, tant du point de vue des logiques de l'engagement à proprement parler que des mécanismes favorisant le maintien des attachements³⁴. Il est donc indéniable que c'est par des réseaux de relations et des appartenances multiples que les individus en viennent à descendre dans la rue. Le questionnaire toutefois ne permet pas d'aller plus avant dans cette direction. En revanche, l'appartenance déclarée des interviewés à une combinaison donnée d'organisations permet d'ébaucher le réseau des affiliations.

La mobilisation contre le G8 d'Evian a été décidée lors du Forum social européen de Florence en novembre 2002. Elle est le produit du travail du noyau d'organisations qui se mobilisera également pour la préparation du FSE de novembre 2003 à Paris-Saint-Denis. Au niveau suisse, les premières réunions d'organisation d'un contre-sommet ont cependant commencé à se tenir déjà en septembre 2002, desquelles émergeront le Comité anti-G8 de Lausanne et le Forum social lémanique (FSL). Mais on y trouve également le réseau de la Coordination anti-OMC, apparu en 1998 et présent dans les principales villes du pays, dont l'activité essentielle est l'organisation des manifestations annuelles contre le Forum Economique Mondial de Davos. Principalement ancré à Genève, le FSL rassemble des syndicats comme le

33. Cf. par exemple la littérature sur les formes de la sociabilité populaire dans des contextes de forte implantation communiste avec notamment : Retière (J.-N.), *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994 et « La sociabilité communautaire, sanctuaire de l'identité communiste à Lanester », *Politix*, 13, 1991, p. 87-93 et le beau travail de Mischi (J.), *Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, Thèse de science politique, EHESS, 2002. Plus généralement, sur les sociabilités militantes, cf. le numéro de *Politix* consacré aux « Fréquentations militantes » (63, 2003) et Fillieule (O.), dir., *Devenirs militants, op. cit.*

34. Ici les travaux de la psychologie sociale s'avèrent précieux à partir de l'observation des sociabilités dans les petits groupes. Cf. par exemple McPherson (J. M.), Popielarz (P.), Drobnic (S.), « Social Networks and Organizational Dynamics », *American Sociological Review*, 57 (2), 1992 ; Popielarz (P.), McPherson (M.), « On the Edge or in Between : Niche Position, Niche Overlap and the Duration of Voluntary Association Memberships », *American Journal of Sociology*, 101 (3), 1995.

Syndicat des services publics (SSP), représenté par Eric Decarro, les principaux partis de gauche (socialiste, communiste, Verts) et des associations altermondialistes comme ATTAC. Un réseau comme l'Action populaire contre la mondialisation (APCM) qui avait été à l'initiative des manifestations contre l'OMC en mai 1998 à Genève y est également actif, notamment par la présence d'Olivier de Marcellus, et peut faire profiter de ses contacts internationaux et de son expérience accumulés lors des contre-sommets antérieurs (Seattle, Prague, Gênes). A Lausanne, le Comité anti-G8 est initialement composé du syndicat SUD représenté par Aristides Pedraza et Nanda Ingrosso, mais aussi des membres de partis politiques comme le POP (communiste), des militants issus du milieu libertaire affiliés par ailleurs au collectif CLAAACG8 ainsi que des membres du parti socialiste présents à titre individuel. A l'approche du sommet du G8 en juin 2003 cependant, ces partis feront défection et il ne restera pour porter l'organisation effective du contre-sommet dans la région lausannoise que les syndicalistes SUD, les militants libertaires, quelques communistes et un grand nombre de personnes du milieu « politico-associatif ». Les membres de SUD réunis dans le Comité anti-G8 et les militants libertaires assumeront donc à eux seuls l'ensemble de l'organisation du contre-sommet sur Lausanne. A cela s'ajoute l'action des milieux culturels « autonomes », notamment dans l'organisation du camping accueillant deux à trois mille personnes issues en majorité de Suisse, d'Allemagne et d'Angleterre. Plus en marge du Comité anti-G8, le réseau de la Coordination anti-OMC jouera un rôle dans l'organisation d'actions durant toute la période du contre-sommet, une partie de la prise en charge du camping et participera surtout à l'important travail d'antirépression et de protection juridique des participants arrêtés. A noter encore que l'initiative des « Feux au lac », lancée par le comité Anti-G8, consistant à allumer des feux tout autour du lac Léman a été relayée dans une cinquantaine de communes lémaniques, ce qui a permis un important travail de sensibilisation de la population locale aux thèmes du contre-sommet.

Côté français, outre ATTAC, représenté par Pierre Khalfa et Christophe Aguiton, les syndicats de salariés ont joué un rôle central : le G10 et Sud, mais aussi la FSU et la CGT. On soulignera aussi le rôle de coordination d'une petite organisation, issue de la nébuleuse tiers-mondiste, le CEDETIM (Centre d'études et d'initiatives de solidarités internationales) qui a assuré le secrétariat du collectif français pour la préparation de l'événement. Cette position pivot a facilité l'investissement dans l'événement des organisations de solidarité internationale spécialisées dans les questions de développement,

dont certaines sont issues de la nébuleuse chrétienne³⁵. Autour de ce premier noyau s'est greffé un second cercle d'organisations plus « jeunes » et plus radicales. Le sommet contre le G8 a ainsi mobilisé des organisations altermondialistes qui recrutent de manière privilégiée dans les milieux étudiants et qui favorisent l'action de terrain sur les débats plus convenus des forums. C'est le cas du collectif très radical ACG (Agir contre la guerre) qui, sur fond de mobilisation contre la guerre en Irak, a été particulièrement investi, notamment dans l'affrètement de bus venus de la région parisienne. C'est aussi celui de Aarrg!! ou encore du groupe Vamos qui fut à l'origine, avec notamment des militants de la Souris verte (branche jeune du parti politique Les Verts), de la création du village intergalactique, l'un des deux « villages » d'hébergement alternatifs côté français. Un autre village, le VAAAG (Village alternatif anticapitaliste et anti-guerre), campement militant autogéré, fut le fruit d'une alliance inédite entre organisations anarchistes et libertaires regroupées dans le collectif CLAAACG8 (Collectif des luttes antiautoritaires et anticapitalistes contre le G8).

L'on pourrait faire l'hypothèse qu'étant donné les difficultés d'accès et d'hébergement, étant donné le principe d'une réservation par les organisations des moyens de transport (trains et cars), le public français du contre-sommet se recrute pour l'essentiel dans les rangs de ces organisations. Pourtant, on le verra, et cela vaut également pour le public suisse, la mobilisation des populations locales fut telle des deux côtés de la frontière, que cela n'apparaît pas clairement dans l'analyse du réseau des affiliations menée à partir des déclarations d'appartenance des répondants à l'enquête³⁶.

Dans l'enquête, plus de trois répondants sur quatre mentionnent au moins l'un des vingt-et-un types d'organisations proposées, dont les deux tiers au

35. Sur la CEDETIM et son rôle dans la structuration du réseau d'organisation altermondialistes en France, cf. Agrikolianski (E.), « Du tiers-mondisme à l'altermondialisme », in Agrikoliansky (E.), Fillieule (O.), Mayer (N.), dir., *L'altermondialisme en France...*, op. cit.

36. L'analyse de réseau menée ci-après porte sur les 77 % de militants déclarant au moins une appartenance. Les sans engagement sont sans influence aucune sur les multiappartenances. En excluant les militants appartenant à un seul type d'organisation dans l'analyse de classification qui suit, nous obtiendrions une matrice de coappartenance différente : plus un type d'organisation comprend de mono-engagés, plus les degrés de co-appartenances se tassent vers 0. Inclure les mono-engagés a l'avantage de rendre compte de l'inertie qu'ils donnent aux organisations : une organisation dominée par les mono-engagés a une intrication limitée dans le reste de la nébuleuse altermondialiste, elle accroît donc ses chances de constituer à elle seule une classe dans les arbres ci-dessous. Précisons également que les organisations les plus radicales ont évidemment toutes les chances de ne pas être représentées dans l'analyse qui suit, étant donné le refus systématique des manifestants s'y rattachant de participer à une enquête par questionnaire. Ce biais concerne essentiellement une partie de la nébuleuse anarchiste et d'une fraction, fort limitée, des manifestants du grand défilé du dimanche 1^{er} juin.

moins une appartenance active³⁷ (figure 3). Les militants sont non seulement intégrés, ils le sont multiples : en moyenne, un militant fait état de 2,7 types d'appartenances. Le mouvement « pour une autre mondialisation » rassemble sous un mot d'ordre fédérateur des sympathisants de causes très diverses. Arrivent en tête les organisations altermondialistes à proprement parler, les mouvements écologistes et humanitaires, suivis des partis politiques et des organisations anti-racistes, les mouvements gays et lesbiens étant les moins souvent cités. La hiérarchie des types d'organisations est similaire pour les deux nationalités les plus représentées, les Français et les Suisses.

Le premier constat est que tous les types d'organisations sont liés deux à deux, c'est-à-dire qu'il se trouve toujours un militant au moins pour appartenir ou avoir appartenu à deux associations données. Cependant ces liens sont d'intensité variable, du minimum de 11 coappartenances entre les organisations paysannes et homosexuelles au maximum de 271 coappartenances entre les organisations altermondialistes et écologistes³⁸.

37. Nous exploitons ici la double question : « Dans la liste suivante, y a-t-il des organisations/groupes dont vous faites partie ou avez fait partie par le passé ? » et « Quelle fut/est l'intensité de cet engagement (membre actif / membre passif) ». Le réseau des coappartenances ébauché par la suite ne sera pas uniquement le réseau des appartenances actuelles, simultanées, mais aussi celui des appartenances successives au cours d'une carrière militante. Le réseau renseigne non seulement sur la propension des altermondialistes à cumuler et concilier l'adhésion à tel type d'organisation et à tel autre, mais aussi sur leur propension à convertir leur engagement militant d'un type d'organisation à l'autre. La distance entre organisations qu'il cartographie est fondée à la fois sur le partage de militants multipositionnés et sur les migrations de militants reconvertis de l'une à l'autre. Une autre option de traitement eût consisté à isoler les appartenances présentes des appartenances passées. Toutefois, outre que les résultats de l'analyse n'en sont que très marginalement affectés, l'on sait qu'il est illusoire d'espérer distinguer au travers d'une question aussi fruste les étapes de la carrière militante, le désengagement renvoyant à un processus multiforme et complexe dont l'analyse quantitative peut difficilement dire quelque chose. Sur cette question, cf. Fillieule (O.), « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », dans Fillieule (O.), dir., *Devenirs militants*, op. cit.

38. L'indice de proximité utilisé dans la classification n'est pas construit à partir du nombre brut de coappartenances, mais de la variable ternaire pas d'appartenance (0), appartenance passive (1), appartenance active (2). Si on écrit pA et pB le nombre de membres passifs de A et B, aA et aB le nombre de membres actifs de A et B, alors un militant donné est soit pApB, soit pAaB, soit aApB, soit aAaB. Donc l'indice d'intensité de l'engagement croisé entre deux types d'organisations A et B est égal à : $pApB + 2 pAaB + 2 aApB + 4 aAaB$. Cet indice de similitude a l'avantage d'être non seulement plus fin, mais aussi symétrique : $I(\text{Rel}, \text{Synd}) = I(\text{Synd}, \text{Rel})$. Donc la matrice de similitude est elle-même symétrique (suivant l'axe NO-SE), ce qui facilite sa manipulation.

Type d'organisation	Part des répondants déclarant y appartenir ou y avoir appartenu (%)			Taux de militants actifs (%)
	Français (N = 836, 37% des sondés)	Suisses (N = 862, 38% des sondés)	Toutes nationalités	
	Alter/anti-mondialiste	34	25	
Ecologistes/antinucléaires	19	30	25	29
Humanitaires/aide au développement	17	25	20	37
Partis politiques	19	16	20	57
Droits de l'Homme	12	18	17	37
Antiracistes/de défense des immigrés/droit d'asile	14	14	16	47
Étudiants	16	13	16	36
Syndicats/association d'employés	16	15	16	50
Pacifistes	9	19	15	47
Jeunes/pour la jeunesse	11	17	14	30
Caritatives/aide sociale	12	15	14	38
Autonomes/squatt	6	11	9	40
Féministes	6	10	8	43
Religieuses	6	8	8	35
De quartier	8	8	8	39
Droit au logement	5	8	7	34
De consommateurs	4	7	5	26
Gay/lesbiennes	3	3	3	25
Chômeurs	5	2	3	34
Paysannes	2	2	2	27
Autre	18	9	15	61
<i>Ensemble</i>	76	75	77	40

Figure 3. Appartenances des militants aux organisations contestataires (N = 2 280)

L'organigramme de la figure 4 agrège les vingt et un types par classification ascendante hiérarchique : plus un regroupement s'effectue à la gauche du graphique (par exemple les organisations de défense des droits de l'homme avec les organisations humanitaires), plus le lien est fort relativement au nombre total d'appartenances déclarées envers ces deux types d'organisations³⁹.

39. L'algorithme choisi procède de manière à maximiser la distance moyenne entre les classes (de manière que les groupes soient les plus distincts possibles), distance mesurée par la somme des carrés des distances entre les paires de scores, profils au préalable centrés et réduits (pour rendre les colonnes homogènes). D'autres algorithmes (minimisation de la distance intra-classe, agrégation suivant le saut minimum), d'autres mesures (distance euclidienne, coefficient de corrélation de Pearson), d'autres transformation des valeurs (rapportées à l'intervalle 0-1, de moyenne 1) ont été testés, de manière à repérer d'éventuelles classes moins robustes, plus instables. Ces instabilités restent cependant mineures et ne bouleversent pas la classification générale.

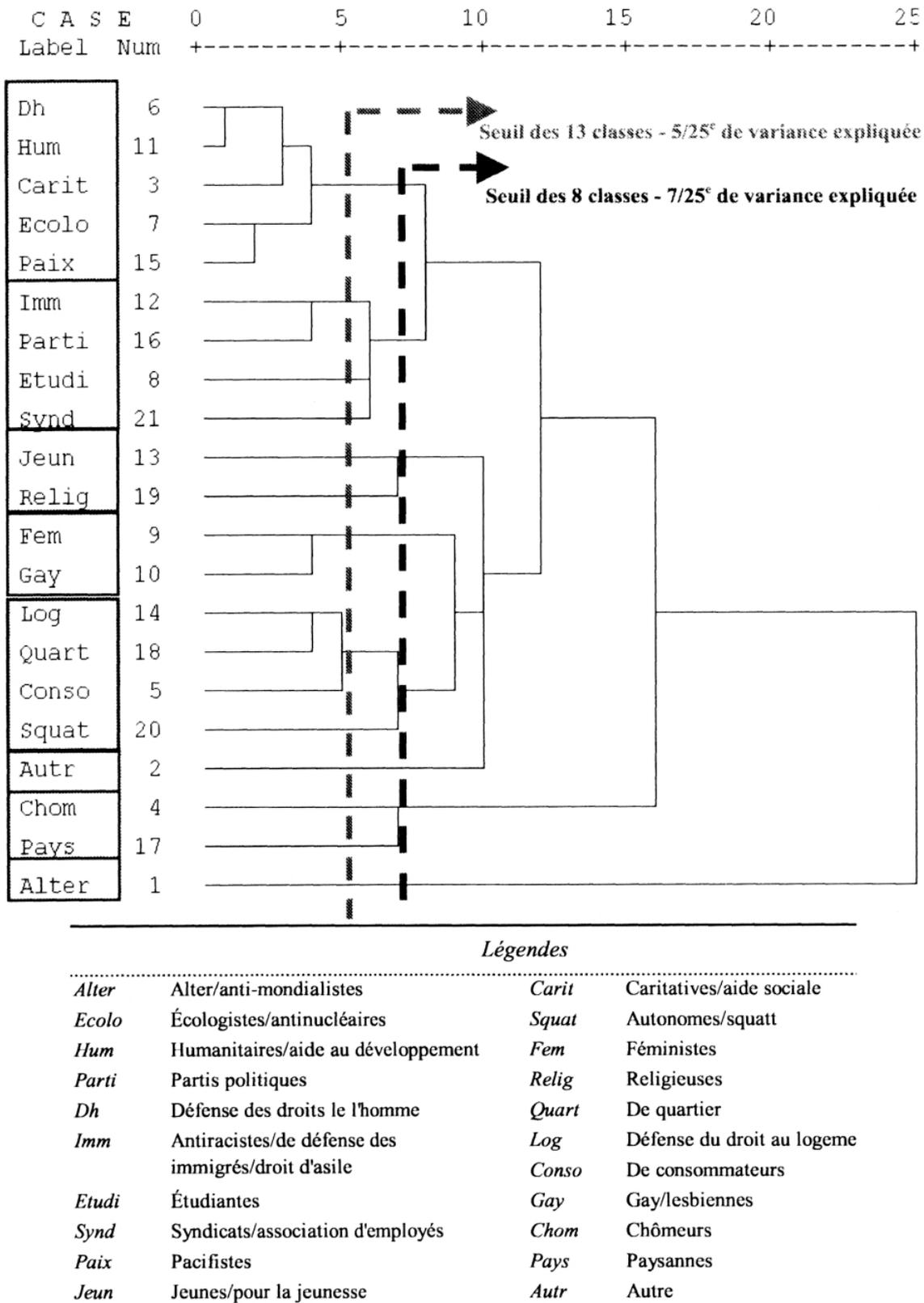


Figure 4. Classification hiérarchique des organisations en fonction des multiappartenances des militants toutes nationalités (N = 1 744)

Cette classification reste imparfaite. En effet, étant strictement arborescente, elle force l'agrégation dans des cas parfois litigieux. Une partie éventuellement non négligeable de l'information peut être perdue. Une représentation sous forme d'organigramme s'avère dès lors plus riche car prenant en compte non seulement les neuf groupes établis par la classification (représentés par la proximité spatiale des vignettes), mais aussi les effectifs dans chaque type d'organisation (taille des vignettes) et les coappartenances les plus importantes entre organisations prises deux à deux (épaisseur des liens entre vignettes). Les organisations nodales apparaissent donc en position centrale, tandis que les organisations suscitant peu d'adhésions et peu de coappartenances sont périphériques⁴⁰ (figure 5).

Pour l'ensemble des nationalités, cinq pôles se dégagent qui ont été nommés de manière à synthétiser les types d'organisations qu'ils regroupent. Les « Citoyens du monde » regroupent les organisations écologistes, humanitaires, caritatives, pacifistes et de défense des droits de l'homme, avec pour les plus importantes Agir contre la guerre, Stop the War Coalition, Amnesty, le Comité pour l'abolition de la dette du tiers-monde, Greenpeace, la Déclaration de Berne, le mouvement des Desobbedienti. Le pôle « Politique » regroupe les organisations partisans, syndicales, étudiantes et de défense des immigrés, avec notamment la Ligue communiste révolutionnaire, le Socialisme par en bas (SPEB), les Verts, le Mouvement pour le socialisme, l'UNEF, Sud, le Socialist Worker Party, la Confédération nationale du travail, le Syndicat des services publics. Les organisations pour l'« Egalité des sexes », homosexuelles et féministes, sont par exemple le REZAF (réseau féministe). Le pôle « Sauvegarde du travail » est constitué d'organisations qui défendent les paysans et les chômeurs, soit par exemple Agir contre le chômage (AC!), la Confédération paysanne. Le pôle « Droits matériels » comprend les organisations de consommateurs, de quartier, d'autonomes/squatteurs et de défense du logement. S'ajoute un pôle isolé composé des organisations altermondialistes seules, soit ATTAC, Globalise Resistance, La Souris verte, le Forum social lémanique, le CHARG, le CLAAK/CLAAAC, le Groupe de jeunes contre la guerre et le G8, dont certaines sont des structures faitières *ad hoc* constituées en vue du G8 d'Evian.

40. Un certain nombre de choix dans la disposition des vignettes et dans la présence ou non de liens entre bulles sont arbitraires car ils dérogent aux règles ci-dessus. Mais ces choix étaient indispensables pour s'en tenir à une représentation en deux dimensions et garder les figures lisibles. La marge d'arbitraire reste d'importance mineure cependant. Cette méthode de cartographie s'inspire librement de l'analyse de similitude. Cf. en particulier : Doise (W.), Clémence (A.), Lorenzi-Cioldi (F.), *Représentations sociales et analyses de données*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1992. A titre de comparaison, on pourra se référer à la cartographie proposée dans : Sommier (I.), *Le renouveau des mouvements contestataires*, *op. cit.*, p. 318-319.

Les militants français sont plus exclusivement centrés sur les organisations altermondialistes, qui apparaissent comme le plus souvent combinées avec l'ensemble des autres types d'organisations. Les pôles définis précédemment restent stables, à deux exceptions près : « Citoyens du monde » et « Politique » sont amputés des organisations écologistes et de défense des immigrés, qui se rapprochent ; les organisations pacifistes perdent leur caractère nodal et sont intégrées dans le pôle « Droits matériels ». Quant aux militants suisses, leur réseau est plus éclaté, avec les organisations altermondialistes, humanitaires et écologistes en position nodale, groupées en un pôle qui semble signifier que l'autre mondialisation est souhaitée plus respectueuse à la fois des pays pauvres et de la nature. Un second pôle, étroitement lié au précédent, est focalisé sur l'international, avec les droits de l'homme, le pacifisme, la défense des immigrés et le caritatif (pôle « Citoyens du monde »). Les traits de caractères socioprofessionnels et idéologiques caractéristiques des pôles sont définis à travers les cœurs de pôles, c'est-à-dire les militants les plus représentatifs de chaque pôle⁴¹. Les diverses propriétés (socioprofessionnelles, idéologiques, d'implication politique) de ces militants des cœurs de pôles sont ensuite comparées afin d'établir la spécificité de chaque pôle.

Pour l'ensemble des nationalités, les pôles peuvent être résumés comme suit⁴². Premièrement, le pôle « Sauvegarde du travail », composé des organisations paysannes et de chômeurs, comprend essentiellement des hommes, âgés de 41 ans en moyenne ayant 2,5 enfants en moyenne, ayant peu étudié, travaillant à plein temps ou bien chômeurs. Ces militants participent à la vie politique conventionnelle (ils discutent de politique et votent très souvent) plus qu'aux actions protestataires : ils manifestent peu, adhèrent à un nombre réduit d'organisations politiques ou para-politiques. Le deuxième pôle, nommé « Droits matériels », composé des organisations autonomes, de quartier, de consommateurs et pour le logement, rejoint le précédent sur le faible niveau de diplôme, le déficit en cadres et le fait d'avoir des enfants. Mais il se définit par ailleurs par une grande proportion

41. Le cœur d'un pôle est défini comme l'ensemble des militants dont plus de 50 % du degré d'engagement est consacré aux seules organisations caractéristiques de ce pôle, ou dont plus de 50 % des appartenances *actives* sont internes à ce pôle. Pour des raisons de faisabilité statistique, l'appartenance à un cœur de pôle donné est exclusive. Les appartenances multiples sont donc réduites à des appartenances simples sur le critère du nombre d'appartenances simples dans chacun des pôles en compétition. Les effectifs des cœurs de pôles se trouvent compris entre 5 % à 15 % de ceux des pôles eux-mêmes, pour une proportion totale de 62 % des militants français en sept pôles, 34 % des Suisses en cinq pôles et 42 % sur l'ensemble des nationalités en six pôles. En plus du plus grand nombre de pôles, le volume cumulé supérieur des cœurs français montre que la partition y prend en charge une proportion supérieure de la variance, c'est-à-dire que l'appartenance à un pôle donné est plus exclusive, les pôles sont plus autonomes.

42. Notre description des spécificités des pôles sera toujours relative à l'ensemble des militants des cœurs de pôles.

de Suisses, de polyglottes, de travailleurs à temps partiel et d'employés du secteur privé. Les défenseurs des droits matériels participent peu à la vie politique traditionnelle, ils votent peu, mais ils parlent souvent de politique, se classent résolument à gauche et ont un fort potentiel protestataire. 40 % d'entre eux ont déjà participé plus de cinq fois comme organisateurs à des manifestations altermondialistes avec le G8 d'Evian, contre 29 % dans les autres pôles.

Les membres du pôle « Egalité des sexes » (organisations gay/lesbiennes et féministes) sont toutes des femmes, suisses pour la plupart et pour la moitié étudiantes, mais avec une proportion supérieure à la moyenne ayant un enfant à charge. Elles sont très diplômées, exercent souvent des fonctions de cadre dans le domaine associatif ou libéral, parlent une langue étrangère, ne sont pas croyantes. Elles participent peu à la vie politique traditionnelle, votent peu, mais parlent souvent de politique et déclarent une préférence partisane. Le pôle « Politique » (organisations étudiantes, syndicales et partisans) est logiquement le plus politisé : 75 % de ses membres atteignent deux ou trois points de participation sur trois possibles, contre 35 % à la moyenne. Ils sont les plus ancrés à gauche (59 % sur le premier échelon sur 9 proposés), ont largement pris part aux manifestations contre la guerre en Irak et aux mobilisations altermondialistes et considèrent que l'altermondialisation est très importante pour eux. Les Français et les travailleurs à plein temps y sont surreprésentés par rapport à la moyenne des militants. Le sixième pôle, appelé « Citoyens du monde », composé d'organisations humanitaires, caritatives, pacifistes, écologistes et de défense des droits de l'homme, comprend de nombreux étudiants, notamment suisses. Il affirme souvent une préférence partisane, mais autant pour la gauche parlementaire que radicale. Ses membres appartiennent à des organisations assez nombreuses (3,6), mais sans que son potentiel protestataire soit très important. Enfin, le septième pôle, nommé « Altermondialiste », est centré sur les organisations définies au sens strict par cette cause. Il se distingue par un niveau d'étude élevé, peu d'enfants et une grande proportion de Français. Ses membres ont une préférence partisane marquée, votent souvent, ils ont beaucoup manifesté contre la guerre en Irak et lors de mobilisations altermondialistes antérieures.

Faute de place, l'on ne détaillera pas les caractéristiques des réseaux propres aux organisations suisses et françaises pour s'en tenir à souligner les traits les plus saillants de ces dernières. Concernant les Français, l'on constate que le pôle « Sauvegarde du travail », âgé et ayant des enfants, s'affirme comme focalisé sur la préservation de l'emploi. Ceux qui y appartiennent travaillent à plein temps ou sont en contrat précaire, ont une formation professionnelle longue ou universitaire courte, parlent moins souvent une langue étrangère. L'altermondialisation les concerne, mais ils ont peu participé à ce genre de mobilisation, hormis une minorité (20 % d'entre eux) qui en a déjà souvent

organisé. L'altermondialisation semble les concerner en priorité pour ses conséquences sur les évolutions du monde du travail. Le pôle français « Egalité des sexes », s'il ne se distingue pas sociologiquement (majorité de femmes, non croyantes, fortement diplômées et exerçant des responsabilités professionnelles), se clive en un groupe d'étudiantes et un groupe de retraitées, en des militantes ne votant jamais et d'autres toujours, en des travailleuses du privé et de l'associatif. Mais toutes ont en commun une compétence et une implication politiques fortes, orientées sur la protestation plus que sur la politique conventionnelle, et cette fois très nettement ancrées dans la gauche la plus radicale. L'engagement de ces militantes semble être plus clairement idéologique et viser une transformation globale de la société et des mentalités. Sur la base d'employés à plein temps, souvent dans la fonction publique, le pôle « Politique » s'affirme comme tel, avec une implication forte dans la politique conventionnelle et protestataire. La perte des organisations de défense des immigrés ne l'a pas affaibli. Il s'agit probablement du groupe le plus enclin à un engagement politique classique durable. Le pôle « Citoyens du monde » évolue, en partie sous l'effet de la captation des organisations religieuses et de jeunesse. Malgré ce ralliement, il vieillit et exerce plus souvent des fonctions de cadre. Il travaille fréquemment dans l'associatif et/ou temps à partiel. Mais il reste impliqué politiquement par le vote et l'appartenance à des organisations multiples. Par opposition au précédent, ce pôle semble le plus ancré dans l'engagement associatif comme alternative à la participation politique classique. Les « Altermondialistes » stricts, nombreux et dans une position plus nodale parmi les Français que dans les autres pays, ne se distinguent sociologiquement que par leurs longues études et leur emploi à temps plein. De la même manière, le pôle propre au réseau français, qui associe les écologistes et les défenseurs des immigrés, présente peu de caractères originaux. La forte proportion d'indépendants et de travailleurs à temps partiel, combinée à des valeurs moyennes pour tous les autres indicateurs, en fait un pôle composite et périphérique, sans rôle moteur dans la dynamique altermondialiste.

Des distinctions de structuration observables entre le réseau français et le réseau suisse d'organisations, il serait hasardeux de conclure à des différences nationales dans la constitution historique des champs militants suisse et français. Ces différences existent sans aucun doute et plusieurs travaux ont essayé d'en rendre compte⁴³. Mais l'analyse produite ici souligne aussi, sinon surtout, un différentiel d'investissement de la part des

43. Cf. par exemple les résultats de l'entreprise comparative menée par H. Kriesi et son équipe qui conclut notamment au poids supérieur des « nouveaux mouvements sociaux » en Suisse par rapport à la dominance du mouvement ouvrier en France dans les années 1980 (Kriesi (H.) *et al.*, *The Politics of New Social Movements in Western Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995).

organisations, en même temps que le poids de la conjoncture politique, dans l'un et l'autre pays. De ce point de vue, le coût de la participation aux manifestations anti-G8 a toutes les chances d'avoir été plus élevé pour les Français venus de loin, et notamment de Paris, surtout compte tenu de sa date (à cheval sur le week-end prolongé de la Pentecôte) dans une période de grèves massives dans la fonction publique pour les retraites et contre la politique éducative du gouvernement Raffarin, un secteur d'où, nous l'avons vu, une grande partie des militants sont issus. C'est ce que d'ailleurs nous suggère assez clairement l'analyse de la multipositionnalité militante que nous allons maintenant mener.

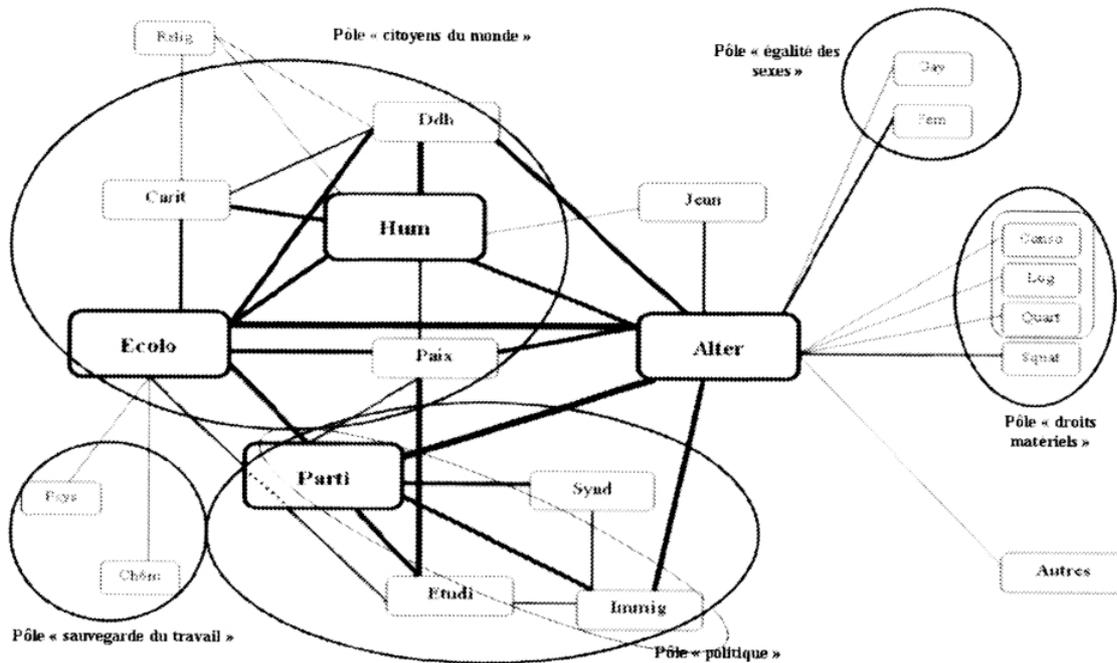


Figure 5. Réseau des organisations suivant leur attractivité auprès des militants anti-G8 (N = 1 744 militants)

Multipositionnalité et apprentissage du travail militant

Dans ce qui précède, nous avons à plusieurs reprises souligné que tous les répondants à notre enquête ne manifestaient pas le même degré d'engagement politique. Notamment, la mesure des multiappartenances organisationnelles semblait suggérer la coexistence d'une petite frange de militants surinvestis et de novices encore peu impliqués dans le travail politique. En effet, la multiappartenance au cours de la carrière militante semble varier sensiblement, depuis les militants sans aucune appartenance

ni passée ni présente, jusqu'aux 3 % qui en cumulent plus de 10. Une analyse précise des types d'appartenances⁴⁴ suivant le degré de multiappartenance nous permet de fractionner la population en quatre groupes : les sans engagement (23 %) ; les mono-engagés (18 %), surtout présents dans les organisations altermondialistes, partisanes et de jeunes ; les engagés dans 2 à 6 organisations (49 %) et les engagés dans 7 organisations ou plus (9 %), aux engagements plus dispersés sur l'ensemble des 21 types proposés. Ces proportions sont très proches en France et en Suisse (figure 6).

	Français		Suisse		Français + Suisse	
Aucune	203	24 %	216	25 %	419	25 %
1	166	20 %	149	17 %	315	19 %
2 à 6	417	50%	410	48 %	827	49 %
7 ou plus	50	6 %	87	10 %	137	8 %
	836	100 %	862	100 %	1 698	100 %

Figure 6. Quatre degrés de multiappartenance

L'appartenance à une multiplicité d'organisations militantes est sans aucun doute un indicateur pertinent du degré d'engagement des répondants en même temps que de leur « surface sociale » dans le champ militant. En ce sens, on peut parler de la multipositionnalité comme d'une ressource militante. Rappelons cependant certaines limites d'une analyse de la multipositionnalité militante qui repose sur une enquête par questionnaires et menée dans le contexte très particulier d'un événement manifestant. Les données que l'on recueille sont là déclarées par les enquêtés eux-mêmes et le mode de recueil de l'information ne permet pas de restituer, dans l'ordre des réponses à une question à choix multiples, la hiérarchie établie par les individus eux-mêmes entre différents types d'engagements, au-delà de l'indication, particulièrement frustrante, d'un engagement « actif » ou « passif ».

44. Deux méthodes complémentaires ont été utilisées pour choisir les seuils de partition de la population suivant le degré de multiengagement : la recherche de sauts dans la succession des 21 coefficients de corrélation entre n et n+1 engagements ; l'analyse factorielle sur les 22 profils d'engagements. Les deux analyses convergent vers la partition en quatre groupes : 0, 1, 2-6, 7-21.

Au-delà de ces limites propres à l'enquête, mentionnons aussi les enjeux que peuvent receler les déclarations d'appartenances associatives dans le contexte de ce type de mobilisations, enjeux qui ne sont jamais autant visibles que dans les jeux de dissimulation/exhibition des affiliations au gré des conjonctures et des situations. Et ce tout particulièrement dans la situation contemporaine dans laquelle le discours demi-savant sur la crise de confiance dans les instances classiques de représentation a toutes les chances de s'accompagner de la part des militants chevronnés de stratégies identitaires visant à dissimuler les appartenances dites « traditionnelles » aux partis ou aux syndicats, au profit d'appartenances associatives, plus susceptibles de confirmer l'image de nouveau mouvement politique que serait « l'altermondialisme », de jouer l'opposition par rapport à un certain nombre d'acteurs établis (comme le Parti socialiste en France), de déjouer aussi bien à l'interne l'accusation de « récupération » du mouvement (contrainte dont on sait par exemple la prégnance dans les mouvements lycéens et étudiants), de maximiser enfin les chances de recruter de jeunes primo-militants, les plus susceptibles d'être convaincus qu'ils s'engagent là dans des mobilisations dont les thèmes, mais aussi les modes de fonctionnement (démocratie directe, horizontalité, absence de leaders) et les fondements politiques se trouvent ailleurs que dans les mouvements de leurs aînés⁴⁵. Enfin, l'indistinction entre appartenances passées et présentes interdit de raisonner en termes dynamiques et amène à confondre ce qui est de l'ordre de la succession et de la simultanéité⁴⁶. Il reste, toutefois, comme nous l'avons déjà souligné, que cela n'invalide pas pour autant les traitements, pour peu que l'on veuille bien considérer que les engagements présents sont aussi le produit des parcours antérieurs⁴⁷.

45. Tout ceci appellerait d'ailleurs une sociologie fine des modes de socialisation militante dans ces collectifs où l'apprentissage du métier de militant ne peut se faire qu'au travers d'une pédagogie implicite, où les maîtres ne sont pas des maîtres et où la parole des apprentis doit pouvoir se déployer librement. Contraintes particulièrement pesantes qui se laissent facilement observer dans les réunions militantes, les discussions visant à mettre en place une action, en même temps que dans le déplacement subreptice des lieux et des instances de décision des salles de réunions vers les « petits comités », qui au café, qui autour d'une pizza après l'« AG », prennent les décisions qui seront suivies.

46. Pour une tentative dans ce sens à partir de données d'enquêtes de même nature, cf. Fillieule (O.), Blanchard (P.), « Propositions pour une étude du champ multiorganisationnel altermondialiste. Stratégies d'alignement et affiliations militantes », in Agrikoliatsky (E.), Sommier (I.), dir., *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute, 2004.

47. « La cumulation des positions passées et des positions actuelles qui, abolissant en quelque sorte la durée, confondrait dans un même ensemble ce qui est de l'ordre de la succession et de la simultanéité serait peut être moins illégitime qu'il ne peut le paraître au premier abord : en effet, chaque étape de la biographie conserve, sous forme d'information accumulée, les traces des étapes qui l'ont précédée : plus précisément, la carrière antérieure est comme la matrice qui moulerait le présent en lui donnant sa forme particulière, de sorte que la signification de chacune des positions occupées et la modalité de leur occupation sont fonction de l'ordre

Les variables utilisées précédemment pour caractériser les militants suivant leur implication politique sont ici très discriminantes⁴⁸, hormis le sexe. D'autres variables, relatives au lieu d'habitation, à la nationalité, à la religion et à l'engagement militant, seront ajoutées pour affiner les profils. Le premier et le quatrième groupe constituent deux extrêmes d'un *continuum* très régulier qui englobe les deux groupes intermédiaires, ce qui nous dispensera, bien qu'ils soient les plus nombreux, de présenter ces derniers en détail⁴⁹. Les 23 % de non-engagés sont peu âgés (25,5 ans en moyenne), sans enfant (83 %), ont moins étudié que la moyenne (46 % ont le bac ou moins contre 36 % pour l'ensemble des militants). Ceci s'explique par leur statut fréquent d'étudiants (49 %), de même que le fait que peu travaillent à plein temps (23 % contre 29 % pour l'ensemble) et que peu aient exercé des fonctions professionnelles d'encadrement. Parmi ceux qui travaillent, un nombre important sont dans le privé (37 % contre 30 % de l'ensemble), sans doute pour partie sous forme de travail à temps partiel parallèlement aux études. Les non-engagés habitent un peu plus souvent à la campagne (19 % dans des communes de moins de 5 000 habitants contre 15 % pour l'ensemble des militants). Les Britanniques et les Italiens y sont moins présents que parmi l'ensemble des militants, ce qui fait que les Suisses et les Français dominent très largement (78 % cumulés). Ceci confirme la remarque précédente sur les différentiels de coût de participation selon l'origine géographique. Enfin, ils ne sont que 22 % de croyants (contre 24 % pour l'ensemble). Ceux qui se déclarent croyants sont plus souvent musulmans, orthodoxes ou juifs que l'ensemble de la population, ou bien déclarent une religion marginale en Europe, floue et/ou peu affirmée (« néo-animisme », croyance en « la vie », en « les prophètes », etc.). Ils votent moins (46 % contre 57 % pour l'ensemble), se déclarent moins à gauche (score moyen de 2,3 contre 2,0 pour l'ensemble), sont moins souvent proches de la gauche radicale (20 % contre 31 % de l'ensemble), et surtout refusent plus souvent de se placer sur l'échelle gauche-droite (23 % contre 19 % de l'ensemble).

Les non-engagés considèrent beaucoup moins souvent la mobilisation altermondialiste comme importante ou très importante (58 % contre 71 % pour l'ensemble). Ils croient le moins en l'efficacité des mobilisations altermondialistes, qu'il s'agisse de peser sur les décisions prises au G8, de

génétique de leur apparition biographique » (Boltanski (L.), « L'espace positionnel : multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, XIV (1), 1973, note 3 p. 5).

48. Les variables socioprofessionnelles sont testées à l'aide du khi-deux et du coefficient de corrélation de Pearson. Elles sont considérées comme significatives au seuil de 1 %.

49. L'ensemble de la description des militants suivant leur degré d'engagement s'entend relativement à l'ensemble des 2 280 militants, et non dans l'absolu ou relativement à la population générale.

réduire les inégalités Nord-Sud, de développer de nouvelles solidarités ou d'améliorer la situation du monde. Ils restent le moins longtemps à Evian, prennent le moins part aux manifestations qui s'y déroulent. Seuls 5 % d'entre eux font partie d'une des organisations en charge du contre-sommet. Les militants non engagés sont donc clairement une population de jeunes adultes peu intégrés socialement, moins installée familialement et professionnellement. Ce sont les novices de l'altermondialisme, comme le confirment leur intérêt, leur compétence et leur participation politique, les plus faibles de tous les degrés de multiengagement. Leur potentiel protestataire est limité. Ils sont les plus nombreux à se déclarer motivés par leurs convictions, par les médias, des amis ou leur famille à participer au contre-sommet, plus que par l'appartenance à un réseau. Ils s'y sont rendus avec leurs amis, probablement entraînés par eux. La présence de ce groupe de jeunes primo-militants encore peu organisés indique que le mouvement alter joue véritablement le rôle d'école politique. Rien ici d'étonnant. De nombreuses études sur la socialisation politique montrent que les pratiques de participation directe, comme les manifestations, précèdent dans le cycle de vie des pratiques plus classiques comme le vote ou l'adhésion à un parti et un syndicat. La croissance des mouvements alter est donc aussi un signe positif de « politisation » d'une fraction de la jeunesse⁵⁰.

A l'autre extrême, les multiengagés ont un âge en moyenne plus élevé (35 ans), autour de deux enfants, ont effectué des études longues (62 % sont passés par le supérieur contre 51 % pour l'ensemble). Logiquement, seulement 29 % d'entre eux sont encore étudiants. Faisant exception à la règle du *continuum* des quatre groupes, les très engagés travaillent plus souvent à mi-temps et moins souvent à plein temps que les militants ayant 1 à 6 appartenances. Ici, le temps libre permet l'engagement militant aussi bien que l'engagement exige de se libérer professionnellement. Les très engagés sont plus souvent employés par le public ou par le secteur associatif, ce qui explique les possibilités de temps partiel. Plus de la moitié exercent une fonction professionnelle à responsabilité. Ils sont légèrement plus urbains que la moyenne. Les Français y sont beaucoup moins nombreux que dans les autres classes d'engagement, au profit des Suisses, des Britanniques, des Italiens et des autres nationalités ouest-européennes. Ils se déclarent nettement plus souvent croyants. Ceux qui se déclarent croyants se définissent souvent comme chrétiens en général ou protestants, au détriment des minorités musulmane, orthodoxe ou juive et des croyances atypiques observées chez les non-engagés. Ils votent plus (66 % à chaque élection) et se placent le plus clairement à gauche (41 % au degré 1 de l'échelle).

50. Cf. par exemple Muxel (A.), *L'expérience politique de jeunes*, Paris, Presses de Sciences po, 2001.

Les multiengagés considèrent la mobilisation altermondialiste comme très importante ou capitale : 62 % d'entre eux ont pris part à l'organisation du contre-sommet. Ils sont un peu plus motivés à participer par l'illégitimité des organisations internationales, par l'environnement et la menace sur les services publics que par la spéculation financière ou par la guerre. Ils croient plus en l'efficacité des mobilisations altermondialistes, effectuent un séjour plus long à Evian et y sont plus actifs. Ils sont plus nombreux que les autres militants à répondre positivement aux solutions qui leur sont proposées pour « vraiment changer la société » : promouvoir la démocratie participative, renforcer l'intervention de l'Etat, faire participer les ONG aux décisions internationales, instaurer un Parlement mondial, etc. Les multiengagés sont les militants chevronnés, les plus intégrés socialement et professionnellement. Ils montrent le plus d'intérêt pour la politique, participent le plus à la politique conventionnelle (bien que déclarant moins souvent une préférence pour un parti donné), ont le plus fort potentiel protestataire. Ils sont de loin les plus nombreux à avoir déjà mené des actions violentes, comme à avoir exercé des pressions physiques sur autrui (12 % contre 5 % en moyenne), résisté aux forces de l'ordre (46 % contre 32 %) ou occupé des bâtiments (52 % contre 32 %). Ils sont 37 % à souhaiter participer à des actions de blocage ou de désobéissance civile à Evian, contre 26 % en moyenne. Enfin, ils ont été incités à participer au contre-sommet par leur organisation ou une autre que la leur, et y sont le plus souvent venus avec une organisation, éventuellement seuls ou avec des collègues de travail. Leur démarche protestataire est la plus fortement intégrée à un réseau de mobilisation. Le rôle de l'âge, qui croît avec le multiengagement⁵¹, permet de simuler la projection de la structure socioprofessionnelle et idéologique des militants dans la diachronie de l'évolution du mouvement altermondialiste. Les novices sont susceptibles, soit d'évoluer vers des profils plus impliqués, soit de quitter le mouvement altermondialiste. Les plus âgés, eux, ont en partie organisé leur vie autour de l'implication politique, qui se traduit par des positions idéologiques et pratiques plus affirmées. Ce sont eux qui organisent le mouvement et qui en façonnent l'image⁵². Une analyse de régression permet d'aller plus loin dans l'analyse en hiérarchisant les caractères utilisés dans la description ci-dessus. Cette méthode a l'avantage d'examiner chaque variable « toutes choses égales par ailleurs quant aux autres variables prises en compte dans l'étude ». Il s'agit d'expliquer le degré d'engagement⁵³ des militants dans

51. Age et multiengagement sont corrélés à hauteur de 0,19 avec un seuil de significativité de 0,1 %.

52. Il faudrait ici ajouter que la surface militante des multiengagés est d'autant plus nette qu'elle est aussi le produit de la détention d'un niveau plus élevé de capitaux sociaux et culturels que dans les catégories moins engagées, les ressources liées notamment à l'expertise accumulée dans le champ professionnel venant en quelque sorte asseoir la domination de ce groupe.

53. La variable dépendante est le degré d'engagement, égal à la somme des engagements passifs plus deux fois la somme des engagements actifs. Sur la base de 21 types d'organisations,

les 21 types d'organisations en fonction des diverses propriétés que les questionnaires permettent de leur attribuer. Parmi les caractères socioprofessionnels des militants (figure 7), le niveau de diplôme, le sexe et le nombre d'enfants s'avèrent non discriminants. Les six autres variables testées sont en revanche en relation avec l'intensité de l'engagement. Elles interviennent dans le sens qui a été énoncé dans la comparaison des militants chevronnés et des primo-militants, avec par ordre décroissant d'importance : la nationalité (les Suisses et les nationalités tierces sont plus engagés que les Français), le secteur d'activité (les secteur associatif et public sont plus engagés que le privé et le libéral) et la situation professionnelle (les étudiants sont moins engagés que toutes les autres catégories); puis l'âge et la fonction d'encadrement ; enfin la croyance religieuse (les croyants sont plus engagés). Parmi les caractères politiques des militants, le fait de se positionner sur l'échelle gauche-droite ne joue pas. Les variables discriminantes sont, par ordre décroissant d'importance, et toujours en corrélation positive avec l'engagement : la participation politique (vote, appartenances partisane et syndicale) ; la participation à des mobilisations altermondialistes antérieures et le potentiel protestataire ; la confiance globale dans l'efficacité du mouvement altermondialiste, l'intensité et la durée de la participation au contre-sommet, la fréquence des discussions politiques. Si on intègre séparément ces deux lots de variables au modèle de régression, le second rend compte de 25 % de la variance, contre 7 % au maximum pour le premier. L'engagement est plus lié aux opinions et attitudes politiques qu'aux caractères sociaux, professionnels et religieux. Intégrées conjointement, l'ensemble des variables rendent compte de 27 % de la variance, les propriétés politiques des militants restant prépondérantes.

La même modélisation appliquée aux militants français et suisses montre que certaines variables ne sont opérationnelles que pour l'une des nationalités. Ces différences sont dues en partie aux redondances entre variables, par exemple pour l'âge chez les Suisses qui doublonne probablement le niveau scolaire, la fonction cadre, la situation professionnelle, voire certaines variables politiques. Il n'en reste pas moins que la participation politique, que nous avons définie par l'assiduité électorale et l'appartenance partisane et syndicale, reste le facteur déterminant de l'intensité de l'engagement contestataire, conjointement avec la participation aux mobilisations altermondialistes antérieures et la situation professionnelle.

l'indice varie théoriquement de 0 (aucun engagement) à 42 (21 engagements actifs). Les déterminations croisées entre variables indépendantes ne peuvent être parfaitement contrôlées, ce qui explique que la hiérarchisation des variables ne soit pas stricte. Diverses combinaisons de ces variables ont été testées, de manière à limiter le plus possible les colinéarités. Une variable sera dite sans influence si aucune des combinaisons testées ne lui confère un coefficient de régression standardisé dont le test F soit significatif au seuil de 5 %.

Observations valides actives	181
Observations actives avec valeurs manquantes	2 099
Total	2 280
Observations utilisées dans l'analyse	1 448
R-deux multiple	0,529
R-deux ajusté	0,268
Significativité	0,000

Afin de conserver une population d'effectif optimal, certaines valeurs manquantes ont été remplacées par le mode de la variable ou par une modalité supplémentaire.

	Bêta	Sig.	Importance	Tolérance avant transformation
Nationalité	0,10	0,00	0,05	0,90
Croyance religieuse	-0,10	0,00	0,02	0,98
Secteur d'activité	0,07	0,00	0,03	0,94
Sexe	-0,03	0,23	0,00	0,96
Niveau scolaire	-0,05	0,03	0,00	0,93
Nombre d'enfants	0,00	0,99	0,00	0,99
Fonction cadre	-0,07	0,00	0,03	0,95
Potentiel protestataire	0,15	0,00	0,14	0,78
Participation politique	0,31	0,00	0,43	0,85
Fréquence de discussion politique	0,05	0,04	0,03	0,92
Positionnement ou non sur l'échelle gauche-droite	-0,01	0,80	0,00	0,95
Participation à l'organisation du contre-sommet	0,09	0,00	0,05	0,75
Intensité de la participation antérieure à l'altermondialisme	0,15	0,00	0,15	0,81
Jugement sur l'efficacité des mobilisations altermondialistes	0,06	0,01	0,04	0,90
Age	0,08	0,00	0,03	0,83

Lire : toutes choses égales par ailleurs relativement aux quatorze autres variables utilisées, gagner un point sur l'indice de participation politique ajoute 0,31 point de degré d'engagement. L'indice de participation politique, construit sur la base du vote et de l'appartenance partisane et syndicale, a de loin la plus forte *importance* parmi les quinze variables.

La *tolérance* mesure la perte de puissance du modèle si on retirait la variable concernée. Plus la tolérance est proche de 1, plus la variable est utile au modèle. Ainsi, la croyance religieuse est la variable qui occasionnerait la plus grande perte si elle était enlevée. Ceci est dû à l'absence d'aucune autre variable qui mesurerait un aspect similaire des profils des individus. En revanche, la participation politique a une tolérance plus faible, signe que sa contribution au modèle est légèrement doublonnée par d'autres variables (le potentiel protestataire, la fréquence de discussion politique notamment).

Figure 7. Régression linéaire multiple visant à expliquer le degré d'engagement des militants altermondialistes

Le constat fait ici de la coexistence dans la nébuleuse des organisations altermondialistes de groupes assez différents du point de vue de leur rapport au militantisme politique, et, surtout, la présence d'une frange de militants jeunes et encore peu expérimentés, suggère que l'on s'intéresse, à partir des données récoltées lors d'événements comme les contre-sommets ou les Forums sociaux, au devenir des militants altermondialistes. Pour peu que l'on s'essaie à développer des méthodes d'enquête longitudinales propres à rendre compte du développement des carrières militantes, cela permettrait de poser un certain nombre de questions liées : pourquoi l'activité de certains augmente-t-elle au cours du temps alors que d'autres sont moins actifs ? Pourquoi des militants font-ils défection alors que d'autres poursuivent leur engagement plus longtemps ? Qu'est-ce qui différencie les militants actifs sur une longue période de ceux qui ne s'engagent que de manière ponctuelle ou intermittente ? Autant de questions qu'il importerait de poser en les rapportant à l'évolution des contextes structurels et relationnels (relations interpersonnelles dans et hors de l'instance de mobilisation, modification des perceptions de l'action, etc.).

De ce point de vue, il s'agirait de mettre en rapport l'étude des facteurs de stabilité et d'instabilité de l'engagement individuel avec les cycles de croissance et de déclin suivis par les mouvements, à la fois pour éclairer les logiques individuelles par les évolutions contextuelles et les logiques groupales et pour affiner l'explication des cycles de mobilisation.

Plusieurs des caractéristiques du militantisme contemporain autour de la critique du néo-libéralisme en font un terrain « idéal » pour tester le caractère heuristique d'une approche des « devenirs militants ». D'une part, sa cristallisation récente a contribué à rassembler autour d'activités communes des générations militantes très diversifiées si bien qu'y coexistent à la fois des primo-militants plutôt jeunes et des militants chevronnés dont les ressources acquises dans les luttes antérieures trouvent à s'actualiser dans cette nouvelle cause, étant entendu qu'il n'y a pas opposition entre ces groupes mais bien au contraire continuum de position. D'autre part, du fait de la forme prise par les mobilisations altermondialistes, on peut raisonnablement faire l'hypothèse que celles-ci auront des effets durables sur les personnes y prenant part. La forte médiatisation des occasions protestataires (contre-sommets, forums, etc.), mais également l'intense déploiement de force qui les accompagne et les formes nouvelles de répression qui les encadrent contribuent à rapprocher le militantisme alter d'un « militantisme à haut risque », dont on sait par tout un ensemble de travaux qu'il génère plus que d'autres des formes de réorientation des carrières militantes et plus généralement des trajectoires individuelles. C'est dans cette direction qu'il importe selon nous d'orienter désormais les recherches sur le mouvement altermondialiste.